

LE DEVOIR

12% de dépressifs à Dawson après la tragédie

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La tragédie de Dawson a fait bien davantage de blessés que les 20 traités dans les hôpitaux. Une recherche menée sur les conséquences psychologiques de l'événement et sur les mesures de soutien déployées montre notamment qu'environ 12% des étudiants et employés de Dawson ont souffert de dépression majeure à la suite de la tuerie.

On constate aussi que 7% des répondants éprouvaient encore, 18 mois après la fusillade du 13 septembre 2006 qui a coûté la vie à une étudiante et au tueur, plusieurs symptômes associés à un état de stress post-traumatique sévère. «C'est plus que ce à quoi on s'attendait», précise le chercheur Stéphane Guay, directeur du centre d'étude sur le trauma affilié au Centre de recherche Fernand-Séguin. Il note toutefois que seulement 2% présentent toutes les caractéristiques du diagnostic du syndrome de stress post-traumatique. Les symptômes peuvent par exemple être des épisodes de flash-back, l'évitement de certaines situations rappelant l'événement ou encore un état d'alerte démesuré.

«Nous avons rencontré des gens qui, deux ans après, ne sont plus capables de travailler»

Parmi les quelque 1000 répondants au questionnaire, 12,1% ont dit avoir souffert d'une dépression majeure après l'événement (qui n'était pas déjà présente avant la tragédie) et 6,6% affirmaient avoir eu des pensées suicidaires par la suite. Dans la population en général, au Québec, 4,8% des gens disent avoir vécu une dépression majeure au cours des douze derniers mois et 3,7% affirment avoir eu des pensées suicidaires.

«Les risques sont deux fois plus élevés chez les femmes pour les symptômes de stress post-traumatiques et pour la dépression», précise M. Guay. Il constate par ailleurs que les difficultés psychologiques varient en lien avec la proximité des témoins de la fusillade. «Les personnes les plus à risque sont celles qui ont vu des gens tués ou blessés, suivies de celles qui ont entendu des coups de feu sans voir le tueur et de celles qui se sont cachées avec d'autres», note M. Guay.

Les chercheurs ont aussi réalisé des entrevues avec plusieurs membres de la communauté de Dawson, y compris avec des blessés, ainsi

VOIR PAGE A 8: DAWSON



OSWALDO RIVAS REUTERS

Des citoyens ont tenté de bloquer le passage aux militaires près de la résidence du président du Honduras, Manuel Zelaya, hier, à Tegucigalpa.

Le putsch est de retour en Amérique latine

L'expulsion *manu militari* du président du Honduras déclenche un tollé

LISA-MARIE GERVATS

Conséquence directe du premier coup d'État en Amérique latine à réussir depuis la guerre froide, l'expulsion du président du Honduras par l'armée a été vivement critiquée par de nombreux chefs d'État et d'organisations internationales. Alors que Manuel Zelaya était emmené au Costa

Rica, les Nations unies et l'Organisation des États américains (OEA) ont condamné le putsch et convoqué des assemblées d'urgence. Les États-Unis et l'Union européenne leur ont emboîté le pas en faisant valoir leur désaccord avec la destitution du président du Honduras.

Le président du Congrès, Roberto Micheletti, désigné depuis peu chef de l'État du Honduras, a dé-

crété hier un couvre-feu de 48 heures dans le pays à partir de 21h. M. Micheletti a affirmé que l'armée n'avait pas perpétré de coup d'État, mais qu'elle avait simplement «exécuté un ordre judiciaire» parce que le président «enfreignait [les] lois du pays». Il faisait ainsi référence au référendum que voulait tenir

VOIR PAGE A 8: PUTSCH



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'étoile du foot Zidane dribble devant une joueuse de l'équipe du Service de police de la Ville de Montréal, lors d'un match amical disputé hier après-midi au stade Percival-Molson.

Stade Percival-Molson Zidane éblouit ses fans

JEAN DION

Après avoir charmé Montréal-Nord par sa personnalité samedi, Zinedine Zidane a montré hier à Montréal qu'il pouvait aussi encore émerveiller, trois ans après sa retraite, en laissant parler son immense talent athlétique.

Pendant une heure et demie, le grand numéro 10 s'est amusé à dribbler, à feinter, à distribuer magistralement les ballons et à se livrer à quelques tours de passe-passe au grand plaisir des 15 010 fans venus le voir à l'œuvre en après-midi au stade Percival-Molson. Zidane et ses amis affrontaient en match amical une équipe élite du Service de police de la Ville de Montréal à l'occasion de la deuxième tranche d'une tournée canadienne destinée à amasser des fonds pour l'UNICEF.

VOIR PAGE A 8: ZIDANE

L'ENTREVUE

Montréal sur les traces d'Édimbourg

Lucy Eveleigh veut faire du nouveau festival Zoofest un méga-événement multidisciplinaire

Soixante-dix spectacles, cent vingt artistes, seize jours. Le nouveau venu des festivals estivaux de Montréal, le Zoofest, se prépare à faire des premiers pas plutôt modestes, le 10 juillet prochain dans la métropole, avec sa programmation bigarrée, multidisciplinaire et à la marge. Mais ce n'est qu'un début, prévient la pilote de l'objet culturel planant, Lucy Eveleigh, qui veut faire de cet événement le festival des festivals à Montréal dans les prochaines années. À l'image du Festival international d'Édimbourg, en Écosse, d'où elle a d'ailleurs été débauchée.

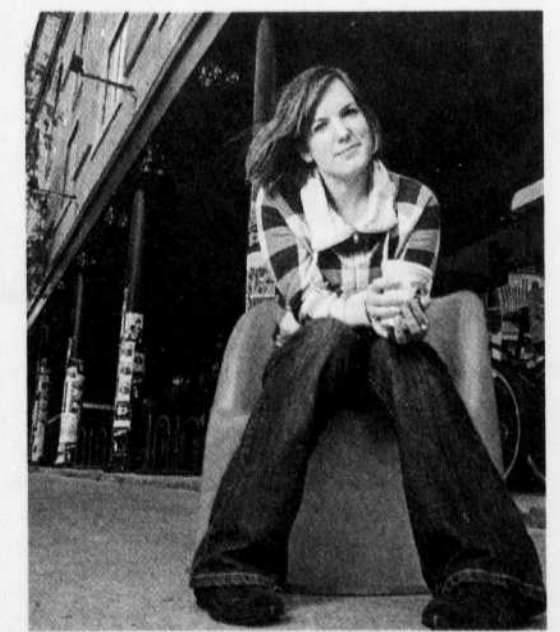
FABIEN DEGLISE

Faire de Montréal l'Édimbourg d'Amérique du Nord? Le projet est ambitieux, mais, depuis un an, il est inscrit à l'agenda de l'ancienne directrice générale de l'Edinburgh Festival Fringe, une manifestation culturelle qui bat son plein chaque mois d'août de l'année dans la mé-

tropole écossaise, contribuant du coup à l'incroyable bouillonnement festivalier pour août de cette capitale.

Avec son million de visiteurs, ses spectacles musicaux, ses pièces de théâtre en rafale, ses expositions en tout genre, son salon du livre, ses centaines de films internationaux à l'affiche et

VOIR PAGE A 8: ZOOFEST



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Lucy Eveleigh, directrice du festival Zoofest



JUSTICE

Le PC ne met pas de gants pour attaquer le Bloc

■ À lire en page A 3

INDEX

27	Annances..... B 6	Idées A 7
	Avis publics.. B 2	Météo..... B 5
	Convergence. B 7	Monde..... B 1
	Culture..... B 8	Mots croisés. B 5
	Décès..... B 6	Religions..... B 6
	Économie..... A 5	Sudoku..... B 6
	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

MONTRÉAL AVANT-APRÈS

Quartier des spectacles en émergence, CHUM à édifier, échangeur Turcot à reconstruire, campus de Concordia redéployé, carrefour du Parc-des Pins enfin redessiné... Les projets qui refaçonnent le visage de Montréal ne manquent pas ces jours-ci. Mais, à toutes les époques, la ville s'est bâtie et rebâtie, faisant disparaître, bouger ou apparaître des repères visuels qui marqueront leur époque. Tous les lundis de l'été, un petit voyage photographique dans le passé vous en fera la démonstration.



SOURCE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, DIRECTION DU CENTRE D'ARCHIVES DE MONTRÉAL, SÉRIE OFFICE DU FILM DU QUÉBEC

L'Institut Nazareth, photographié par Claude Décarie en avril 1948.



GUILLAUME SAINT-JEAN

La Place des Arts, photographiée l'hiver dernier.

De l'Institut Nazareth à la Place des Arts

L'immeuble de la rue Sainte-Catherine fut démoli en 1958, après que ses superbes fresques pieuses, impossibles à préserver, eurent été méticuleusement photographiées

Alors que la 30^e édition du Festival international de jazz de Montréal débutera demain sur un terrain nouvellement réaménagé, il est opportun de dresser un portrait de ce qui se trouvait autrefois dans ce quadrilatère du centre-ville, à une époque où les termes «Quartier des spectacles» n'avaient encore jamais été prononcés.

GUILLAUME SAINT-JEAN

Bien avant la construction du Stade olympique et du métro de Laval, le projet de l'aménagement de la Place des Arts aura été, au cours des années 1960, un chantier qui aura coûté plus du double de ce que les experts avaient d'abord évalué.

Originellement estimé à

12 millions de dollars, une somme tout de même assez exorbitante pour l'époque, le projet de la construction de la Place des Arts aura coûté en 1963 plus de 25 millions. Parmi les frais qui furent sous-estimés, notons par exemple les 4,5 millions de dollars déboursés en frais d'expropriation pour une trentaine d'immeubles situés dans le pé-

rimètre des rues Ontario, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et Saint-Urbain.

En plus des 32 propriétés mentionnées, d'une école de style ogival du XVI^e siècle et d'un édifice de sept étages spécialisé dans l'ameublement de maison, ce projet gouvernemental aura également fait crouler sous le pic des démolisseurs l'Institut Dominique Savio, un orphelinat pour jeunes garçons.

L'Institut Nazareth

Solennellement béni le 23 décembre 1862, l'établissement fut d'abord connu sous le nom d'Institut Nazareth, une institution pour les jeunes aveugles, reconnue à l'époque

comme une des premières du genre au Canada. On y enseignait notamment la lecture, l'écriture, les travaux d'artisa-

Originellement estimé à 12 millions de dollars, le projet de la construction de la Place des Arts aura coûté en 1963 plus de 25 millions

nat pour les filles ainsi que des cours d'instruction religieuse.

En 1871, on érigea la seconde partie de l'édifice et l'on fit alors appel à Napoléon Bourassa, le père d'Henri Bourassa, afin d'orner de fresques pieuses la chapelle nouvellement construite.

Plusieurs décennies plus tard, l'établissement devint l'Institut les Buissonnets, puis l'Institut Dominique Savio, un orphelinat et foyer pour les jeunes délinquants que plusieurs résidents surnomment d'ailleurs les Beans, puis que ce plat y était servi tous les vendredis.

Après une collecte organisée en 1956 par le cardinal Léger, un nouvel édifice fut érigé sur les anciennes terres des sulpiciens du quartier Ahuntsic. L'immeuble de la rue Sainte-Catherine, deve-

nu vétuste, fut quant à lui démoli en 1958, après que ses superbes fresques pieuses, impossibles à préserver, eurent été méticuleusement photographiées.

En conséquence, bien que le terrain gazonné et les nombreux arbres du site aient désormais cédé leur place à un grand escalier de béton et à une fontaine que l'on se surprend à voir arborer une couleur différente chaque année, les gens qui fréquentent le site s'y sentent désormais en liberté, au contraire de ceux qui, à une certaine époque, se sont sans doute sentis enfermés et bien seuls dans la cour de récréation de leur orphelinat.

Collaboration spéciale

LES ACTUALITÉS

Revenu hier matin à Montréal

Abousfian Abdelrazik demeure incertain quant à son avenir

Bien qu'il soit heureux d'être de retour au Canada à la suite de six ans d'exil au Soudan, Abousfian Abdelrazik demeure incertain quant à ce qui l'attend.

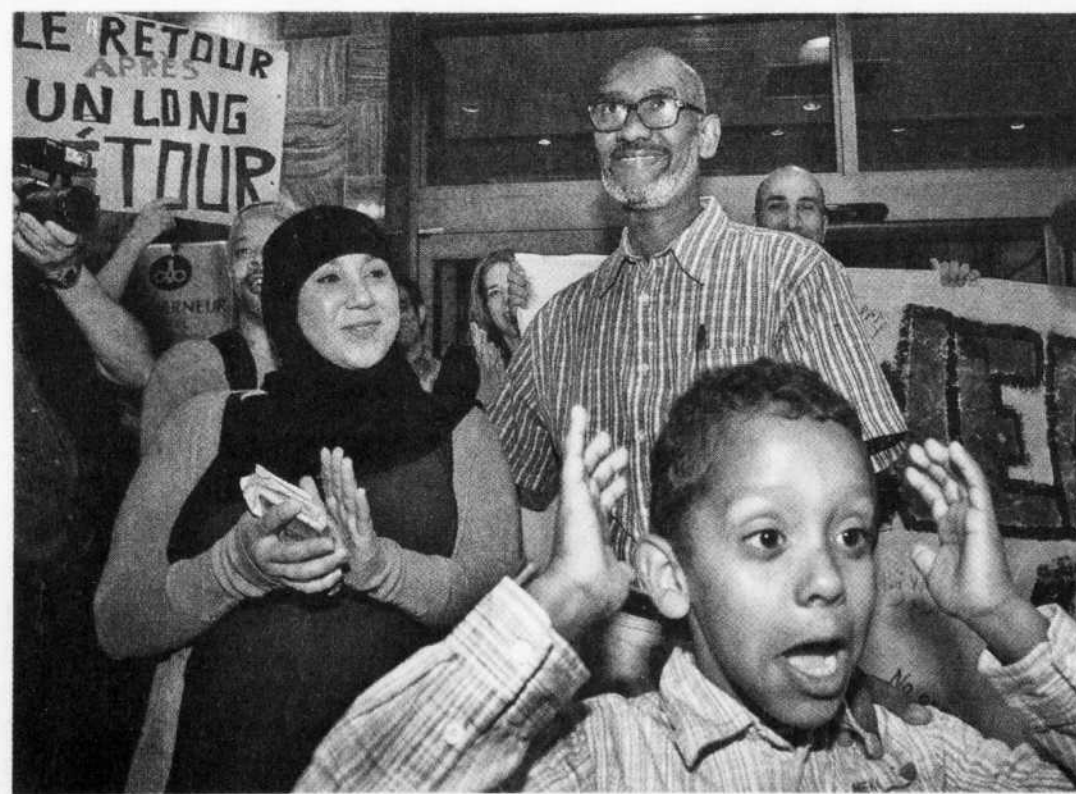
Arrivé à Montréal aux premières heures, hier, large sourire au visage et faisant le signe de la paix d'une main, M. Abdelrazik, entouré de membres de sa famille et d'amis, a remercié ceux qui l'ont soutenu pour leurs efforts afin qu'il puisse rentrer à la maison.

Sa belle-fille, Wafa Sahnine, a également loué les gens qui ont lutté en faveur du retour de M. Abdelrazik.

Natif du Soudan, le Montréalais de 47 ans a atterri samedi à l'Aéroport international Pearson, à Toronto, où il a été accueilli par les cris de personnes favorables à sa cause.

Il a ensuite roulé en direction de Montréal, où il est arrivé peu après minuit, dimanche. Encore là, des gens l'attendaient dans une atmosphère festive pour lui souhaiter la bienvenue.

Se disant exténué à la suite de son voyage de 36 heures depuis la capitale du Soudan, Khartoum, M. Abdelrazik s'est contenté de faire une brève déclaration, avant de se rendre dans un hôtel du centre-ville en compagnie de proches.



Abousfian Abdelrazik est arrivé hier matin à l'aéroport international Pierre-Elliott Trudeau, où l'attendaient des membres de sa famille ainsi qu'un comité de soutien.

Torturé par les autorités soudanaises

Abousfian Abdelrazik a été arrêté en 2003 lors d'une visite au Soudan, où il s'était rendu pour rendre visite à sa mère malade. Soupçonné d'avoir entretenu des liens avec l'organisation terroriste al-Qaïda, il n'a jamais été accusé.

M. Abdelrazik avance avoir été torturé avant d'être relâché par les autorités soudanaises. Il affirme également avoir été interrogé par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Bureau fédéral d'enquête (FBI) américain.

La Gendarmerie royale du

Canada (GRC) et le SCRS l'ont tous deux innocenté de quelque crime que ce soit ou de quelque lien que ce soit avec al-Qaïda.

M. Abdelrazik a aussi nié avoir eu des liens avec Oussama ben Laden.

La Presse canadienne

De passage à Bruxelles

Charest se dit prêt à revoir la méthode de la chasse aux phoques

MARTIN OUELLET

Bruxelles — Dans l'espoir d'apaiser l'indignation des Européens, le premier ministre Jean Charest est prêt à considérer une révision de la méthode controversée de la chasse aux phoques.

M. Charest a abordé l'épineuse question avec le commissaire à l'Environnement à la Commission européenne, Stavros Dimas, lors d'une rencontre à huis clos à Bruxelles.

En point de presse dans la capitale belge, hier, le premier ministre a dit vouloir tout mettre en œuvre pour apaiser les différends qui ont mené l'Union européenne à bannir les produits du phoque, ce printemps.

Le principal sujet de discord est la mise à mort des bêtes à coups de gourdin, une méthode traditionnelle dénoncée par les animalistes, des personnalités comme Brigitte Bardot et Paul McCartney et une brochette de politiciens indignés par les images de blanchons ensanglantés agonisant sur la banquise.

«*Tout cela est une question de perception, mais c'est une perception qui est fautive. Ce n'est pas vrai que nous chassons les blanchons, mais l'image a perdu», a fait remarquer le premier ministre, en marge d'une*

célébration de la Fête nationale du Québec organisée dans un parc de Bruxelles par la délégation québécoise.

M. Charest estime que la méthode de chasse au gourdin est tout à fait conforme aux normes internationales, mais est disposé à envisager une autre façon d'abattre les bêtes si cela permet de convaincre les Européens de revoir l'embargo.

«*Nous sommes prêts à avoir cette discussion s'il le faut. C'est peut-être une piste de solution. S'il faut revoir la méthode, on la reverra», a dit le premier ministre.*

Décision européenne

Par une écrasante majorité, les parlementaires de l'Union européenne ont adopté en mai dernier un projet de réglementation en faveur d'un embargo bannissant toute commercialisation ou importation des produits du phoque dans les 27 pays membres à compter de 2010.

Seuls les produits du phoque issus de la chasse inuite et autochtone font l'objet d'une dérogation.

À l'Assemblée nationale, les députés ont condamné la décision européenne par l'entremise d'une motion.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Une question de volonté



MANON CORNELLIER

Il y a exactement cinq ans hier, le Canada amorçait un des plus longs cycles de gouvernements minoritaires. Et à en croire les sondages, un nouveau scrutin tenu maintenant risquerait fort de perpétuer la situation. Cela est d'autant plus vrai que le principal obstacle à une majorité — le Bloc québécois — demeure une force politique solide.

Le sondeur Nik Nanos croit cependant que la lassitude à l'égard des gouvernements minoritaires pourrait devenir l'enjeu sous-jacent de la prochaine élection. «*Avant le premier gouvernement minoritaire de 2004, on avait le sentiment qu'un gouvernement minoritaire pouvait avoir une influence positive sur le processus politique en forçant les partis et leurs chefs à travailler ensemble. Une minorité était aussi perçue comme un facteur positif lors de l'élection du premier gouvernement Harper puisque cela permettait aux Canadiens d'essayer une solution de rechange aux libéraux tout en minimisant les risques. Cependant, l'idée de gouvernements minoritaires à répétition en période de ralentissement économique a changé la perspective des électeurs qui sont maintenant peut-être davantage préoccupés par la distraction causée par la politique de la corde raide et son impact négatif sur la capacité du gouvernement minoritaire de gouverner.*», écrit Nanos dans le bulletin accompagnant son sondage.

L'écoeurément des électeurs est facile à comprendre. Depuis le début de ce cycle de gouvernements minoritaires, les chefs, les partis et les médias sont complètement absorbés par les calculs stratégiques au détriment d'une réflexion moindrement conséquente sur les politiques publiques. Pendant ce temps, une aide de 10 milliards à GM ne fait l'objet d'aucun débat digne de ce nom, l'avenir de la production d'isotopes médicaux au Canada est remis en question sans provoquer un tollé, une guerre se poursuit en Afghanistan sans faire de vagues, le système judiciaire et le droit criminel sont transformés à la pièce sans que personne remette en question l'effet global de ces changements.

La solution rapide serait de mettre fin à cette succession de gouvernements minoritaires, mais cela ne ferait rien pour encadrer le pouvoir du premier ministre ou accroître celui des élus et même des électeurs. «*La dictature amicale*» (*Friendly dictatorship*), comme l'avait baptisée le chroniqueur Jeffrey Simpson, ne ferait que reprendre ses droits. Dans notre système, un premier ministre à la tête d'un gouvernement majoritaire a plus de pouvoir que le président des États-Unis. Le vœu des électeurs est-il vraiment de donner pareille latitude à Stephen Harper ou à Michael Ignatieff?

Une solution plus difficile, mais à mes yeux plus prometteuse, serait de maintenir la pression sur les politiciens pour qu'ils se plient aux exigences d'une situation minoritaire et en arrivent à développer une culture politique où la coopération a sa place, où les intérêts de la population passent avant ceux de la prochaine joute électorale, où les politiques publiques retrouvent l'attention qui leur est due.

Les problèmes observés à Ottawa depuis quelques années ne sont pas le lot automatique d'un gouvernement minoritaire. Un tel gouvernement peut fonctionner autrement, tout dépend de l'attitude des chefs politiques, en particulier de celui qui le dirige.

L'exemple de Lester B. Pearson commence à être usé, mais il est révélateur. Ce premier ministre a gouverné cinq ans sans jamais être majoritaire. C'est pourtant sous son règne que le Régime d'assistance publique du Canada a vu le jour, tout comme le Régime de pensions du Canada. Il a accepté que les provinces mettent leur propre régime sur pied, ce qu'a fait le Québec avec la création de la Régie des rentes du Québec. Il a créé le programme d'aide financière aux étudiants, le tout assorti d'un droit de retrait pour les provinces, dont s'est encore prévalu Québec. L'asymétrie était à l'honneur, tout comme le respect des compétences provinciales. C'est encore Pearson qui a jeté les fondations de l'assurance maladie, fait adopter le drapeau canadien, mis sur pied la Commission sur le bilinguisme et le multiculturalisme.

Pearson était un diplomate. Contrairement à l'affrontement et l'intimidation privilégiés par Harper, il a favorisé le compromis et la conciliation. Comme Harper, il lui manquait peu de sièges pour être majoritaire et il faisait face à une opposition affaiblie, mais lui a profité de la situation pour mettre en avant des réformes auxquelles les Canadiens tiennent toujours.

Cinq années et trois élections plus tard, la plupart des politiciens fédéraux semblent toujours incapables de tirer des leçons du passé et d'accepter les conséquences de la nouvelle donne. On a cru à une embellie avec la coalition de l'automne dernier, mais on a aussi vu l'aversion de Stephen Harper à son égard et les efforts répétés de Michael Ignatieff pour nous convaincre qu'elle était bel et bien morte.

Si la logique minoritaire persiste, ils devront, sans être naïfs et sans oublier que la politique est question de rapports de force, finir par avaler la pilule de la coopération. Sinon, ils alimenteront toujours un peu plus le cynisme ambiant, et c'est notre démocratie qui y perdra au change. S'ils sont incapables d'être à la hauteur de ce défi, pourquoi faudrait-il leur faire confiance avec le pouvoir absolu?

mccornellier@ledevoir.com

Un feuillet controversé attaque le Bloc québécois

Le Parti conservateur fait circuler un document dans lequel il accuse les bloquistes d'être «*contre la protection des enfants*»

Les élections approchent et le Parti conservateur ne met pas de gants blancs pour attaquer le Bloc québécois en matière de justice. Une brochure envoyée partout au Québec accuse le Bloc d'être «*contre la protection des enfants*». «*Un torchon démagogique*», répliquent les troupes de Gilles Duceppe.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le Parti conservateur fait circuler un document qui attaque durement le Bloc québécois dans le domaine de la justice. Ce feuillet a été envoyé à des milliers d'exemplaires dans plusieurs circonscriptions bloquistes, dont certaines sont des bastions, comme celle de Gilles Duceppe ou de Serge Ménard. Le Bloc considère le document de deux pages comme un «*torchon démagogique et grossier*».

À l'approche de possibles élections cet automne, les conservateurs semblent vouloir se positionner au Québec en matière de criminalité. On peut notamment lire dans ce document: «*Votre député bloquiste a voté contre la protection des enfants*», en référence au projet de loi C-268. Le feuillet, de piètre qualité visuelle, poursuit en disant: «*Le Bloc préfère les sentences bonbons. C'est inacceptable!*» Le gouvernement conservateur affirme qu'il «*protège les victimes*» et «*s'attaque aux criminels*».

Sur la première page, on voit une fillette et des slogans. Sur la page arrière, on aperçoit une chaise de balançoire vide dans un parc. Au loin, un homme s'éloigne en tenant un enfant par la main. Le tout sur fond brouillé qui laisse place à l'imagination.

L'envoi au Québec a notamment été commandité par des députés conservateurs de l'Ontario et du Manitoba. Il a été payé avec le budget de la Chambre des communes, donc avec l'argent des contribuables.

Le Bloc québécois juge ce feuillet «*grossier*» et «*démagogique*». «*C'est ridicule de dire qu'on veut*



SOURCE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA
Le feuillet du Parti conservateur contre le Bloc a été distribué à des milliers d'exemplaires dans les circonscriptions bloquistes.

des sentences bonbons pour les criminels. On n'a pas voté contre la protection des enfants, on a voté contre une mauvaise loi», affirme Serge Ménard, député bloquiste, porte-parole de son parti en matière de Sécurité publique et ancien ministre de la Justice du Québec.

C-268 en cause

Le cœur de la dispute est le projet de loi C-268, déposé au Parlement par la députée conservatrice Joy Smith, du Manitoba. Il ne s'agit pas d'un projet

de loi du gouvernement, même si le Parti conservateur l'a appuyé. Le Parti libéral et le NPD ont aussi voté pour, de sorte qu'il pourrait avoir force de loi cet automne, après un dernier vote en troisième lecture.

La législation vise à instaurer une sentence de prison minimale de cinq ans pour ceux qui font la traite de personne de moins de 18 ans. Le Code criminel aborde déjà le trafic humain des enfants, mais il n'y a pas de peine minimale. Par contre, la peine maximale pouvant être imposée va jusqu'à la prison à perpétuité, selon la gravité du geste.

Le Bloc québécois affirme s'être opposé à C-268 parce qu'il limite la discrétion du juge, qui doit pouvoir évaluer chaque cas individuellement. «*Il y a beaucoup de facteurs à considérer dans une cause, comme la gravité du geste, le niveau d'implication, le degré de planification et ainsi de suite. Parfois, mettre des sentences minimales, ça force les juges à commettre des injustices. Mieux vaut les laisser faire leur travail*», dit Serge Ménard.

Selon lui, si un juge rend une sentence trop clémente, le procureur de la Couronne fera appel, tout simplement. Serge Ménard ajoute que toutes les études montrent que les sentences minimales n'ont aucun effet. «*Ça ne diminue pas la criminalité et ça n'a pas d'effet dissuasif*».

Le député conservateur Daniel Petit, qui est secrétaire parlementaire à la Justice, estime au contraire que l'envoi du feuillet est tout à fait justifié. «*Il faut avertir les gens que le Bloc a voté contre la protection des enfants dans le cas du trafic humain*», dit-il.

Selon lui, l'appui du NPD et du Parti libéral montre que ce projet de loi n'a pas un objectif partisan. «*Le but est simplement de serrer la vis aux criminels qui s'en prennent à nos enfants. Le Bloc est le seul à avoir adopté une position idéologique*».

Selon M. Petit, les juges n'ont pas à avoir toute la latitude possible. «*C'est nous qui sommes élus, pas le juge. C'est à nous de donner les directives*», dit-il.

Le Devoir

Verner veut collaborer avec Claude Béchard

La ministre fédérale des Affaires intergouvernementales prévient toutefois qu'elle peut également «*mordre*» s'il le faut

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La ministre fédérale des Affaires intergouvernementales, Josée Verner, prévient son nouvel homologue du Québec qu'elle est capable de «*mordre*» elle aussi et d'être incisive dans certains dossiers. Toutefois, Mme Verner affirme ne pas chercher la confrontation avec Claude Béchard, mais la «*collaboration*».

Depuis le 23 juin dernier, Mme Verner a un nouvel interlocuteur à Québec: Claude Béchard, qui a été nommé ministre des Affaires intergouvernementales, en remplacement de Jacques Dupuis. Le jour même, Josée Verner a téléphoné à M. Béchard pour le féliciter. «*La conversation a été très cordiale. On veut tous les deux trouver des moyens de s'entendre*», a affirmé Mme Verner lors d'une entrevue avec *Le Devoir*.

Elle affirme que, malgré certains dossiers sur lesquels les deux capitales ne sont pas sur la même longueur d'onde — commission pancanadienne des valeurs mobilières, rapatriement des pouvoirs en matière de culture et de communication, lutte contre les changements climatiques, etc. —, l'atmosphère est à la co-

opération. «*Il y a moyen de travailler ensemble*», dit-elle.

La ministre Verner en veut pour preuves les trois ententes-cadres sur les infrastructures conclues avec Québec dans les derniers mois. «*On a signé pour 1,25 milliard de dollars, ce n'est pas rien!*»

Être mordant

Claude Béchard est capable d'être mordant et incisif sur certains dossiers. À l'époque où elle était ministre de l'Environnement, Rona Ambrose avait goûté à sa médecine. Il pourrait d'ailleurs devenir plus revendicateur que son prédécesseur, Jacques Dupuis. Une perspective qui n'inquiète pas Josée Verner. «*On a chacun nos personnalités. Moi aussi, je suis capable de mordre!*», lâche-t-elle.

Mais Josée Verner estime que ce n'est pas le temps de provoquer des crises entre Ottawa et Québec. «*Contrairement aux souverainistes, je pense qu'on peut s'entendre*», dit-elle.

Mme Verner affirme toutefois que, dans certains dossiers, la marge de manœuvre du ministre des Affaires intergouvernementales est limitée. «*On prend le relais s'il y a un problème ou si on a besoin d'une autre voix au cabinet*, dit-

elle. Mais chaque ministre gère ses propres dossiers. Par exemple, sur la commission pancanadienne des valeurs mobilières, Jim Flaherty parle directement à Raymond Bachand.»

Concernant la volonté du Parti conservateur de limiter le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral dans les champs de compétence des provinces — une promesse électorale de 2005 du PC et une demande historique du Québec — Josée Verner affirme que ce n'est pas une priorité pour l'instant. «*Je veux bien croire qu'il y a de la politiquerie, mais quand on frappe une crise économique mondiale, les priorités changent. On n'est pas revenu sur notre parole, c'est encore sur l'écran radar, mais on met toutes nos énergies dans l'économie*», dit-elle.

La ministre se dit toutefois heureuse d'avoir réglé la rétrocession des terres fédérales devant l'Assemblée nationale, comme cela a été annoncé le 24 juin par Stephen Harper. «*Quand je suis arrivée en poste, ce dossier était dans le troisième tiroir du classeur au huitième sous-sol du ministère! Disons que ce n'était pas une priorité. J'ai dépoussiéré tout ça.*»

Le Devoir

Vision Montréal

Louise Harel veut un parti plus «*inclusif*»

La chef du parti Vision Montréal, Louise Harel, se dit entièrement ouverte à accueillir des candidats de toutes les allégeances politiques dans son équipe. Interrogée par *La Presse canadienne*, Mme Harel a affirmé que, dès cette semaine, des annonces seraient faites pour démontrer que son parti est «*inclusif*».

L'ancienne ministre du Parti québécois, qui tente de déloger Gérald Tremblay de son poste de maire de la métropole, explique qu'il serait insensé de se «*replier*» sur des allégeances politiques. Elle entend solliciter autant les souverainistes que les fédéralistes, francophones et anglophones.

Mme Harel rappelle que ce n'est pas à l'Hôtel de Ville de Montréal que sera décidé l'avenir politique du Québec. Elle dit vouloir travailler avec et pour tous les Montréalais afin de revitaliser la ville qui, selon elle, a perdu bien de son lustre ces dernières années.

La semaine dernière, le député bloquiste Réal Ménard a annoncé qu'il délaissait la scène fédérale pour se joindre à Louise Harel dans l'arène municipale. Pendant ce temps, deux départs étaient annoncés, liés apparemment de près ou de loin au passé souverainiste de Mme Harel.

La Presse canadienne

STACARO
— AMBIANCE EUROPÉENNE —

JUSQU'À -60%
SUR UNE GRANDE SÉLECTION DE MEUBLES ET D'ACCESSOIRES

SOLDE D'ÉTÉ
Pour un temps limité seulement
2035 RUE STANLEY MONTRÉAL : 514-287-9800
www.stacaro.com

ACTUALITÉS

Ontario

Les conservateurs renouent avec l'héritage de Mike Harris

MANON CORNELLIER

Le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario a profité de l'élection de son nouveau chef, en fin de semaine, pour renouer avec l'héritage de Mike Harris. Son ancien ministre, le député Tim Hudak, l'a remporté aisément samedi, devant un autre ancien du gouvernement Harris, Frank Klees.

Agé de 41 ans, M. Hudak était donné favori, bénéficiant de l'appui de Mike Harris, de la moitié du caucus, de 17 députés conservateurs fédéraux et de 50 présidents d'associations locales. C'est aussi lui qui avait recruté le plus de membres. Il a pris les devants dès le premier tour et obtenu 54,7 % des voix au troisième tour.

L'épouse du ministre fédéral des Finances Jim Flaherty, Christine Elliott, a été éliminée dès le deuxième tour, le libéral Randy Hillier ayant été écarté au premier. Mme Elliott prônait une approche plus centriste, mais ses avertissements contre des politiques controversées, comme la disparition de la Commission des droits de la personne prônée par M. Hudak, n'ont pas porté. Sa défaite rapide est venue confirmer le poids des ultraconservateurs au sein du parti et la perte d'influence des modérés.

Cette impression a été renforcée par le fait que Frank Klees, un conservateur social soutenu par la droite religieuse, soit arrivé deuxième. «La

victoire de Hudak et la seconde place de Klees montrent que l'aile conservatrice a le contrôle du parti. La question maintenant est de savoir si le nouveau chef tentera ou non d'élargir son corridor idéologique», commente le politologue Henry Jacek, de l'Université McMaster, à Hamilton.

Rupture avec la tradition

Il prévient que les libéraux de Dalton McGuinty pourraient profiter du choix de M. Hudak si ce dernier s'en tient à son programme actuel, destiné à séduire les membres du parti. M. Jacek rappelle que le conservatisme à la Harris est une rupture avec la vieille tradition progressiste-conservatrice du PC ontarien, une tradition qui lui a valu, sous Bill Davis et John Roberts, des années de succès.

Mais il ne fait pas de doute que ce parti n'est plus ce qu'il était. Seulement un peu plus de 25 000 des 43 000 membres qui pouvaient voter se sont prévalus de leur droit. Une autre illustration, selon le professeur Jacek, que le parti en est réduit à son noyau dur conservateur.

M. Hudak succède au centriste John Tory, élu à la tête du PC en 2004 et défait lors des élections de 2007 après avoir promis de financer les écoles confessionnelles. Il a quitté son poste en mars dernier après avoir échoué à se faire élire durant une élection partielle.

Collaboratrice du Devoir

EN BREF

Gazprom se retire de Rabaska

Gazprom a mis fin aux rumeurs qui circulaient et a confirmé hier son retrait du projet de terminal méthanier Rabaska. Le géant gazier russe s'était joint l'an dernier au consortium formé par Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France pour investir dans ce projet de 840 millions. Toutefois, les promoteurs assurent que le retrait de Gazprom n'empêchera pas la réalisation de ce projet de ce port méthanier à Lévis et ils visent une entrée en service en 2014. La nouvelle réjouit les opposants au projet. Le collectif Stop au méthanier est d'avis que ce retrait signe la mort du projet Rabaska. Toujours en veilleuse, le projet, qui a obtenu l'aval de nombreux élus au fil des ans, est

vivement critiqué par les environnementalistes. — Le Devoir

Accord Canada-Jordanie

Amman, Jordanie — Le Canada a conclu un accord de libre-échange avec la Jordanie, le premier du genre avec un pays arabe. L'entente signée hier, à Amman, accordera à la Jordanie un statut préférentiel au sein des pays du Moyen-Orient dans ses échanges commerciaux avec le Canada. Les secteurs forestier, manufacturier et agricole devraient bénéficier de cet accord qui devra être ratifié par les deux gouvernements plus tard cette année. Les échanges entre les deux pays ont atteint 80 millions de dollars en 2008. — La Presse canadienne

Enquête sur la mort du chanteur

Le médecin de Jackson assure qu'il n'est pas considéré comme « suspect »

La famille a demandé une seconde autopsie

NEKESA MUMBI MOODY

Los Angeles — L'enquête sur la mort de Michael Jackson se poursuivait hier, trois jours après la disparition brutale de la star à Los Angeles. Alors que sa famille a demandé une seconde autopsie, la porte-parole du Dr Conrad Murray a assuré que le médecin personnel du chanteur, longuement entendu par la police, n'était « en aucune façon suspect ».

Parallèlement, les hommages à l'interprète de *Thriller* continuaient d'affluer. La Maison-Blanche a fait savoir que le président Barack Obama avait adressé un message de condoléances au clan Jackson, et la cérémonie

annuelle des BET Awards, qui récompensent les artistes de couleur, devait honorer hier soir le « roi de la pop ».

Le Dr Murray, un cardiologue qui suivait la pop star depuis trois ans et se trouvait à ses côtés au moment de sa mort, a été interrogé samedi pendant trois heures par la police, selon sa porte-parole Miranda Sevcik. Les policiers, at-elle précisée, « disent que le médecin n'est en aucune façon suspect et reste un témoin ».

Médecin à demeure de Michael Jackson, le cardiologue, selon Miranda Sevcik, « a contribué à détailler les circonstances entourant la mort » de la star et « a clarifié certaines contradictions ». La police a confirmé, de son côté, avoir interrogé le car-

diologue, notant qu'il s'est montré coopératif et « a fourni des informations qui vont aider [à faire avancer] l'enquête ».

La famille de Michael Jackson, qui cherche à connaître le rôle exact du cardiologue pendant les dernières semaines de la vie de la star, a souhaité une nouvelle autopsie, indépendante, afin de déterminer la cause exacte de la mort du chanteur décédé jeudi à Los Angeles à l'âge de 50 ans, a confié samedi le révérend Jesse Jackson.

La première autopsie, pratiquée vendredi, n'avait révélé aucun traumatisme ou signe d'action criminelle, selon Craig Harvey, porte-parole du médecin légiste du comté de Los Angeles. Mais le bureau du coroner a

précisé qu'il fallait attendre encore les résultats d'analyses supplémentaires, qui devraient prendre de six à huit semaines, pour déterminer la cause de la mort du chanteur.

Retranché dans la demeure familiale d'Encino, à Los Angeles, le clan Jackson réfléchit également à différentes idées en vue d'honorer la mémoire du défunt et envisage notamment une série d'hommages simultanés dans le monde. « C'est l'un des moments les plus sombres de nos vies, et il nous est difficile de trouver les mots appropriés face à la soudaine tragédie à laquelle nous devons faire face », a déclaré la famille dans un bref communiqué diffusé samedi.

Associated Press



Des centaines de manifestants ont défilé hier dans le centre-ville de Montréal pour réclamer une nouvelle fois l'annulation des résultats de l'élection présidentielle du 12 juin dernier en Iran et la libération des prisonniers politiques.

Élections en Iran

Un millier de manifestants dans les rues de Montréal

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Quelque 1000 manifestants anti-Ahmadinejad ont joué du tam-tam, hier après-midi, au pied du mont Royal à Montréal et ont réclamé une nouvelle fois l'annulation des résultats de l'élection présidentielle du 12 juin dernier et la libération des prisonniers politiques. « Ahmadinejad n'est pas notre président », ont-ils clamé.

« Nous souhaitons apporter notre solidarité aux Iraniens qui sont à l'intérieur [du pays] et qui sont en train de lutter. Nos revendications sont les leurs », a expliqué Nima Machouf, porte-parole de Solidarité Iran-Montréal.

« La réponse aux bulletins de vote n'est pas les balles » et « Iran, Montréal est avec toi », pouvaient-on lire sur les affiches des protestataires, qui se sont donné rendez-vous à midi à la Place du Canada et qui ont par la suite marché jusqu'au parc du Mont-Royal. Plusieurs d'entre eux brandissaient des photographies de Neda Agha-Soltan, tuée par balle le 20 juin dernier en marge d'une manifestation anti-Ahmadinejad. La femme âgée de 26 ans est depuis devenue l'icône du mouvement contestataire en Iran.

À 13h30, plus de 300 manifestants ont investi la

place du monument Sir George-Étienne Cartier et ont entonné l'hymne national iranien.

Des positions divergentes

Des prises de bec épisodiques entre les membres de deux groupes de différentes tendances ont ponctué la manifestation. Agitant des drapeaux de drapeaux utilisés sous le régime Pahlavi (1964 à 1979), près de 200 manifestants ont appelé au rejet immédiat du régime théocratique et à l'établissement d'une « véritable démocratie laïque ». Une position jugée trop radicale par la majorité des manifestants.

« Le mouvement en Iran semble irrésistible. Il y a une volonté ferme d'une bonne partie de la jeunesse, de la population à s'opposer coûte que coûte à ceux qu'on dit avoir organisé le coup d'État électoral », a affirmé le député de Mercier, Amir Khadir.

Des représentants des principaux partis politiques québécois et canadiens ont par ailleurs pris part à une vigile à la mémoire des victimes des violences des derniers jours qui est organisée chaque soir, depuis près de deux semaines, au centre-ville de Montréal. « Il y a une espèce d'unanimité dans l'appui au mouvement populaire en Iran, et c'est très apprécié », a fait savoir M. Khadir.

Le Devoir

Le Devoir

Définissez l'évidence

TUDOR
TUDORWATCH.COM

ICONAUT
Boîtier en acier 43 mm

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2009-06-27	
649	05 15 28 31 32 45 11 compl.	419	01 02 10 11 13 26 48 compl.
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	1 4 184 965 00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	1 298 926,00 \$	5/6+c	0 75 000,00 \$
5/6	117 2 110 60 \$	5/6	28 750,00 \$
4/6	6 843 68,30 \$	4/6	1 212 75,00 \$
3/6	127 330 10,00 \$	3/6	17 959 10,00 \$
2/6+c	102 976 5,00 \$	2/6+c	8 187 5,00 \$
Ventes totales	14 865 732 \$	Ventes totales	746 711,00 \$
Prochain gros lot (approx.):	3 500 000 \$	Extra	5656756
SUPER 7		Résultats des tirages du : 2009-06-26	
01 11 12 24 26 27 28 22 compl.		7/7	0 10 000 000,00 \$
GAGNANTS	LOTS	6/7+c	5 33 591,10 \$
6/7	102 1 646,60 \$	6/7	6 002 95,10 \$
5/7	124 405 10,00 \$	4/7	114 393 10,00 \$
3/7+c	1 031 824 Participation gratuite	3/7	1 031 824
Ventes totales	14 834 958 \$	Prochain gros lot (approx.):	12 000 000 \$
Extra	3145744	BANQUIER	
COURSEZ LA CHANCE DE JOUER À LA TÉLÉ ET DE GAGNER JUSQU'À 1 000 000 \$!		En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.	

LE DEVOIR

SERVICE À LA CLIENTÈLE

HORAIRE POUR LA FÊTE DU CANADA

Mercredi, 1^{er} juillet : FERMÉ**

** Pour être effectives le 2 juillet, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 30 juin avant 10h.

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

La 3^e crise

Tout a commencé par une crise financière qui a mené ensuite à une crise économique. Les difficultés dans lesquelles se trouvent bien des régimes de retraite, la rapide montée du chômage et l'aggravation de la pauvreté font craindre maintenant que cela ne débouche sur une troisième crise, sociale celle-là.

Plus de 800 employés de la compagnie aérienne British Airways ont accepté la semaine dernière de travailler gratuitement pour leur employeur pendant une période de temps pouvant aller jusqu'à un mois. Plus de 5000 autres prendront des congés non payés ou passeront d'un horaire de travail à temps plein à un horaire à temps partiel pour aider l'entreprise à réduire ses coûts de main-d'œuvre en cette période de difficultés économiques.

Ils ne seront pas les seuls à opter pour une forme ou l'autre de réduction de leurs conditions de travail afin d'éviter des mises à pied ou même la fermeture de leur entreprise. Selon une étude de la firme de consultants Watson Wyatt Worldwide, récemment citée par la revue *The Economist*, la proportion d'employeurs ayant eu recours à des baisses salariales ou à des congés non payés a bondi aux États-Unis de moins de 5 % en octobre à plus de 20 % en avril.



ÉRIC
DESROSIERS

De telles mesures visant à ménager la chèvre et le chou ne pourront toutefois durer qu'un temps, préviennent les employeurs. Si la reprise économique se fait trop attendre, les entreprises n'auront d'autre choix que de couper partout où elles le pourront, y compris dans leur personnel.

Or, si l'on a beaucoup parlé de signes d'essoufflement de la crise depuis quelques semaines, on ne s'attend toujours pas à une reprise avant l'automne, et même le début de l'année prochaine. Pour ne rien arranger, ce retour des beaux jours s'annonce on ne peut plus timide, a souligné la semaine dernière la Banque mondiale, avec des taux de croissance de l'économie mondiale d'à peine 2 % en 2010 et de 3,2 % en 2011. En fait, «les conditions resteront celles d'une période de récession jusqu'à 2011», a résumé le principal analyste de ces questions pour l'institution internationale, Hans Timmer.

Aussi, le taux de chômage ne pourra que continuer d'augmenter. De seulement 5,6 % en 2007, le taux de chômage dans les pays développés pourrait atteindre dès l'an prochain une moyenne de 10 %, estime l'OCDE. Le pire, prévenait la semaine dernière l'institution, est qu'une partie de ces pertes d'emplois risque fort de se transformer en chômage structurel dont il sera ensuite très difficile de se débarrasser. Les crises précédentes ont en effet montré que plus un travailleur reste longtemps au chômage moins il a de chance de retrouver un emploi à cause du déphasage croissant entre ses compétences et les besoins du marché, et du sentiment de découragement qui le gagne petit à petit au fil des semaines, et des mois, de recherches infructueuses.

«Même si une reprise économique se profilait cette année ou l'année prochaine, la crise mondiale de l'emploi pourrait se prolonger pendant six à huit ans», a averti il y a dix jours l'Organisation internationale du travail (OIT). La tentation sera forte pour les entreprises et les gouvernements de répéter les vieilles recettes du passé en poussant à la retraite anticipée les travailleurs plus âgés.

Pas le temps de crier victoire

On serait toutefois mal avisé de le faire, a récemment mis en garde l'OCDE dans un autre rapport. Contrairement aux décennies passées, les pays développés s'apprentent à faire face à un choc démographique sans précédent qui rendra, aussitôt après la sortie de la crise, cette main-d'œuvre qualifiée plus rare et plus précieuse que jamais. Il y a lieu aussi de se demander comment feraient ces nouveaux préretraités pour boucler leurs fins de mois. «Les régimes privés de retraite ont subi de plein fouet le repli du cours des actions et de l'immobilier», rappelle ce rapport. La valeur de leurs investissements a reculé en moyenne de 23 % l'an dernier. Les perspectives des caisses publiques de retraite sont à peine plus brillantes avec la chute des revenus et l'explosion des dépenses qui affligent les gouvernements depuis le début de la récession.

Avec l'espoir d'une reprise qui se profile à l'horizon, on sent qu'il est tentant pour ces gouvernements de réduire graduellement l'ampleur des plans de relance économiques qu'ils ont déployés au cours des derniers mois. Ce serait toutefois une erreur, ont dit en chœur la semaine dernière l'OCDE et le Fonds monétaire international. La concrétisation de cette reprise reste encore loin d'être certaine. On aura besoin de toute l'aide promise par les pouvoirs publics, et peut-être même davantage.

Les dommages que la crise est en train de causer au bien-être des personnes et des familles, à la cohésion des sociétés et à la crédibilité des mécanismes de régulations nationales et internationales commandent toutefois qu'une plus grande attention soit accordée aux politiques sociales et à celles de l'emploi, estime l'OIT. Ces politiques ne représentent pour l'instant que 10 % à 15 % des plans de relance totaux.

Un plus grand effort de solidarité à l'égard des pays en voie de développement devra aussi être consenti si l'on ne veut pas courir le risque que la situation y tourne au chaos social. Car si les quatre cinquièmes du reste du monde ne s'en font pas, en cette période de récession mondiale, avec la crise de leurs régimes de sécurité sociale et le paiement de l'assurance chômage, c'est parce qu'ils n'en ont pas, rappelle l'OIT.



Malgré leur rebond récent, la chute des Bourses mondiales est beaucoup plus importante que durant la période correspondante de la première grande crise mondiale.

Le retour de la crise de 1929?

Nous sommes en mesure de comparer les difficultés actuelles à la crise passée, mais l'histoire n'est guère réjouissante

Cette récession ressemble déjà à celle des années 1930. Et il n'est pas certain qu'elle ne se poursuive pas comme la précédente.

MARTIN WOLF

Des signes de reprise apparaissent ici et là. C'est en tout cas ce que l'on nous assure. Mais avant d'en conclure que la fin de la récession est proche, nous devons interroger l'histoire pour voir ce qu'elle a à nous dire. C'est un des guides dont nous disposons dans la situation difficile que nous traversons. Par bonheur, nous possédons des données. Par malheur, l'histoire qu'elles relatent n'est guère réjouissante.

Deux historiens de l'économie, Barry Eichengreen, de l'Université de Californie à Berkeley, et Kevin O'Rourke, du Trinity College de Dublin, ont compilé des chiffres qui en disent plus que de longs discours (voir www.voxeu.org, *A Tale of Two Depressions*, juin 2009). Dans leur texte, les professeurs Eichengreen et O'Rourke datent le début de la récession mondiale actuelle à avril 2008 et celui de la Grande Dépression à juin 1929.

Quelles sont leurs conclusions sur le stade où nous en sommes un peu plus d'un an après le début de la crise? La mauvaise nouvelle est que cette récession correspond en tout point à la première phase de la grande crise du XX^e siècle. La bonne nouvelle, c'est que le pire peut encore être évité.

Tout d'abord, le déclin de la production industrielle globale reproduit de manière effrayante celle constatée pendant la Grande Dé-

«À l'échelle mondiale, nous suivons la même évolution, peut-être même en pire, que durant la Grande Dépression»

pression. En Europe, la baisse de la production industrielle en France et en Italie a été plus forte qu'au stade équivalent de la crise dans les années 1930, tandis que la baisse enregistrée en Grande-Bretagne, en Allemagne aux États-Unis et au Canada est à peu près la même qu'à l'époque. Mais l'effondrement industriel du Japon, en dépit d'un redressement très récent, a été bien pire que dans les années 1930.

Deuxièmement, la très forte chute du volume des échanges mondiaux a été bien pire qu'en 1929. En vérité, la baisse enregistrée durant cette première année dans le commerce mondial correspond à celle observée sur les deux premières années de la Grande Dépression. Et cela ne tient pas aux mesures de protection, mais à la chute de la demande de produits manufacturés.

En troisième lieu, malgré leur rebond récent, la chute des Bourses mondiales est beaucoup plus importante que durant la période corres-



STAN HONDA AGENCE FRANCE-PRESSE

pondante de la première grande crise mondiale.

Ce qui conduit les deux auteurs de l'étude à conclure sans ambages: «À l'échelle mondiale, nous suivons la même évolution, peut-être même en pire, que durant la Grande Dépression. [...] L'événement en cours est d'une ampleur comparable à celle de la crise des années 1930.»

Les leçons

Cependant, ce qui a donné son nom à la Grande Dépression, c'est une forte chute durant trois années consécutives. Aujourd'hui, le monde applique les leçons tirées des événements des années 1930 par John Maynard Keynes et Milton Friedman, les deux économistes les plus influents du XX^e siècle. La réponse politique apportée à cette crise-ci laisse présager que le désastre ne se reproduira pas.

Les professeurs Eichengreen et O'Rourke ne manquent pas de souligner cette différence essentielle. Durant la Grande Dépression, le taux moyen pondéré d'escompte des sept plus grandes économies n'est jamais tombé en dessous de 3 %. Aujourd'hui, il est proche de zéro. Même la Banque centrale européenne, la plus inflexible des grandes banques centrales, a abaissé son taux à 1 %.

De même, pendant la Grande Dépression, la masse monétaire s'est effondrée, alors qu'elle continue de croître aujourd'hui. En vérité, la combinaison d'une forte croissance monétaire et d'une récession profonde suscite des doutes à l'égard de l'explication monétariste de la crise de 1929.

Enfin, la politique financière a été beaucoup plus agressive cette fois-ci. Au début des années 1930, le déficit moyen pondéré des vingt-quatre pays les plus développés est resté en dessous de 4 % de leur produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, les déficits budgétaires seront bien plus importants. Aux États-Unis, le déficit public devrait at-

teindre près de 14 % du PIB.

La question est de savoir si les mesures sans précédent de relance qui ont été prises parviendront à compenser les conséquences de l'effondrement financier et de l'accumulation inégale de dettes par le secteur privé aux États-Unis et ailleurs. Si les plans de relance l'emportent, nous nous écartons de la voie qui a mené à la Grande Dépression. S'ils échouent, nous referons le chemin qui y a conduit. Ce que chacun espère est évident. Mais à quoi devons-nous nous attendre?

Nous assistons à une course de vitesse entre, d'une part, la remise en état des bilans privés et le rééquilibrage mondial de la demande, et, de l'autre, la durabilité de la relance.

On ne retrouvera une demande soutenue du secteur privé qu'après que les bilans des ménages surendettés et des secteurs surendettés et des secteurs financiers sous-capitalisés auront été redressés, ou que les pays présentant des taux d'épargne élevés se seront mis à consommer ou à investir plus.

Or, rien de tout cela ne devrait se produire rapidement. En réalité, vu l'exceptionnelle accumulation de dettes enregistrée au cours de la décennie écoulée, il est beaucoup plus probable que cela prenne des années. Durant les deux derniers trimestres, par exemple, les ménages américains n'ont remboursé que 3,1 % de leurs dettes. Le désendettement est un processus long. Dans le même temps, le gouvernement fédéral américain est devenu le seul emprunteur significatif. De la même manière, le gouvernement chinois pourrait rapidement accroître ses investissements. Mais il lui sera plus difficile de mettre au point une politique capable de relever le niveau de la consommation.

La plus grande probabilité est que l'économie mondiale va devoir mener des politiques monétaires et budgétaires agressives bien plus longtemps que beaucoup ne le croient. Ce qui provoquera forcément la nervosité des décideurs — et des investisseurs.

Deux dangers contradictoires se profilent. Le premier est que les plans de relance soient remis trop tôt, comme cela a été le cas dans les années 1930 et au Japon à la fin des années 1990. On assistera alors à une rechute dans la récession, du fait que le secteur privé ne sera toujours pas en mesure de dépenser — ou n'y sera pas disposé.

L'autre danger serait au contraire que les mesures de relance soient retirées trop tard. Cela conduirait à une perte de confiance dans la stabilité monétaire, aggravée par les inquiétudes concernant la capacité à assumer durablement la dette publique, notamment aux États-Unis, émetteur de la principale monnaie mondiale. À la limite, la flambée du prix des produits en dollars et la hausse des taux d'intérêt sur les obligations gouvernementales à long terme pourraient plonger les États-Unis — et les autres économies du monde — dans une stagflation pernicieuse. Contrairement à certains alarmistes, je ne vois actuellement aucun signe avant-coureur d'une telle panique. Mais elle n'est pas exclue.

En 2008, l'économie mondiale a basculé dans la récession. La réponse politique a été d'une ampleur sans précédent. Mais ceux qui croient que nous sommes au début d'une solide reprise emmenée par le secteur privé se font presque certainement des illusions. Le chemin d'un redressement durable sera probablement long, difficile et incertain.

ÉDITORIAL

L'extrême-droite en Europe

La vogue du brun

La montée en puissance de l'extrême droite lors des élections européennes a eu une première conséquence notable: une scission du groupe rassemblant les élus de centre droit au Parlement de Strasbourg. Près de soixante élus viennent en effet de former un bloc campant résolument à droite-droite, un front anti-européen, un parti enclin à épouser certaines des thèses ou certains des fantasmes défendus par les fascistes au cours de la campagne.

Des années durant, les députés européens membres de formations défendant les couleurs de la droite classique étaient regroupés au sein du Parti populaire européen (PPE). Avant le scrutin du mois dernier, le PPE totalisait à Strasbourg le plus grand nombre de voix. À la suite de la scission évoquée, il serait étonnant que le PPE conserve la place dominante qui fut la sienne, les dissidents ayant annoncé qu'ils entendaient poursuivre leur travail de sape. Comment? En convainquant d'autres élus de rejoindre leur nouveau groupe.

Les principaux animateurs, voire instigateurs, de ce mouvement sont britanniques. Si les conservateurs dirigés par David Cameron se sont employés, avec une volonté et une célérité qui en dit long sur leur inquiétude, à divorcer du PPE, c'est qu'ils ont été étonnés par l'ascension fulgurante du United Kingdom Independence Party qui a doublé le Labour lors de ces élections ainsi que par le score historique du British National Party (BNP), la version anglaise du Front National en plus raciste, qui, pour la première fois depuis sa création, aura des représentants au Parlement européen.

Pour bien mesurer le succès rencontré par les forces brunes, il faut s'attarder à sa géographie. Les nostalgiques de Mussolini, pour rester pondérés, ont réalisé des percées inattendues en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, en Suède, en Finlande, en Italie, au Danemark, en Belgique, en Slovaquie et notamment aux Pays-Bas, où la haine de l'immigrant déclinée sur tous les tons par le Parti de la liberté a séduit... 17 % des électeurs.

Tous ces partis partagent le désir de sortir leur pays de l'Union européenne, de rétablir les frontières. Ils veulent également renvoyer l'étranger chez lui. Ensuite? Ils entendent démanteler l'Union qui a pourtant permis à l'Europe de connaître une soixantaine d'années de paix et une certaine prospérité. Bref, ils rêvent au retour des États-nations qui s'entre-déchaîraient tous les vingt ans. Pour charmer leurs concitoyens, ils cultivent la nostalgie du passé, de la religion vaticanesque, de la loi et l'ordre, voire du bon vieux temps des colonies.

L'audience qui est désormais la leur a porté un coup terrible à tous les partis de la gauche et du centre gauche. Dans le cas du Labour britannique et du SPD allemand, jamais les scores enregistrés lors du rendez-vous électoral du mois dernier n'ont été aussi médiocres depuis la Seconde Guerre mondiale. En France, les verts dirigés par Daniel Cohn-Bendit sont parvenus à faire jeu presque égal avec un PS qui avait la certitude qu'au minimum il récolterait 19 % des suffrages. Son résultat? Environ 16 %.

Cette déconfiture de la social-démocratie s'explique, en partie évidemment, par son incapacité à faire porter la responsabilité de la crise économique sur ceux qui en ont été les principaux acteurs. À cet égard, l'Italie a valeur d'exemple. Que la gauche ne soit pas parvenue à faire de l'ombre à un Silvio Berlusconi qui, en plus de présenter un bilan peu reluisant, est emporté dans un scandale est tout simplement incompréhensible. Faute d'avoir modifié ou actualisé son logiciel politique, la famille sociale-démocrate européenne s'est momifiée, ses leaders étant toujours incapables de mettre une sourdine à leurs bagarres intestines.

Dans cette histoire, il y a un danger bien réel et très actuel, très présent. Ici et là, on avance que l'audience obtenue par les fascistes est à mettre sur le compte du vote sanction. Qu'il n'y a pas lieu de s'en faire. Que lors des prochains scrutins nationaux le clivage entre droite et gauche reprendra ses droits. C'est oublier que lors des élections municipales, notamment au Royaume-Uni et de surcroît en Italie, l'extrême droite a fait des gains importants. Depuis, comme à Rome et à Vérone, elle expérimente. Elle traduit dans les faits ce qu'elle avait annoncé. En un mot, le ver est bel et bien dans le fruit.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Immature et incompetent

Qu'il est beau, le secteur privé ces temps-ci! On nous rebat les oreilles depuis tant d'années sur son efficacité et sa prétendue supériorité sur le secteur public. L'actualité démontre exactement le contraire et le plus drôle, c'est que l'entreprise privée nous fournit elle-même les preuves de son incompetence et de son immaturité.

Incompétence démontrée par les innombrables faillites déclarées ces dernières années, et ce, malgré le fait que le secteur privé soit constamment accroché au biberon de l'État. En dresser la liste depuis Enron jusqu'à aujourd'hui serait fastidieux. Immaturité démontrée par le comportement enfantin et pleurnichard du secteur privé qui quémande sans cesse l'aide financière de l'État qu'il varlope pourtant hypocritement de l'autre main. Combien de fois a-t-on entendu pleurnicher ses représentants pour des baisses de charges fiscales alors qu'ils sont déjà choyés en la matière? Par les fraudes et malversations de toutes sortes, l'entreprise privée affiche son mépris des lois et se révèle un mauvais citoyen.

Et quand les délocalisations et les rationalisations deviennent le lot quotidien des travailleurs et les pertes financières du secteur privé l'héritage indu de l'État, les symptômes sont réunis pour une crise économique majeure. Et dire que certains chroniqueurs et éditorialistes sans scrupules militent pour une présence accrue du privé dans les services publics.

Marc Beaudoin
 Val-d'Or, le 25 juin 2009

PQ: le bateau prend l'eau!

Les mauvaises nouvelles s'accumulent au Parti québécois. La défaite de Rivière-du-Loup, le départ de François Legault, bref le bateau prend l'eau! On a changé plusieurs fois de messages ces dernières années: Landry, Boisclair et maintenant Marois. Il faudra finalement accepter une évidence: le problème n'est pas le message, mais bien le message.

Le message que n'achète pas la population est le suivant: l'État omniprésent qui nous rend des services d'une qualité parfois douteuse compte tenu du prix payé. Le vote adéquat de 2007 nous donnait le signal d'un ras-le-bol du type de gestion dont le Québec s'est doté. Une mouvance plus clairvoyante s'est retirée du PQ et semble en attente: Joseph Facal, Jacques Brassard et maintenant François Legault.

La question que se posent tous ces gens et bien d'autres est la suivante: notre véhicule, à savoir le PQ, est-il capable de se remettre suffisamment en question pour nous permettre de faire évoluer le Québec? La réponse fait mal, mais est inéluctable: le Parti québécois fut un élément essentiel de l'émancipation des Québécois, mais est maintenant de moins en moins pertinent. Les problèmes ont changé, et force est d'admettre que l'on ne résout pas les problèmes des années 2000 avec les solutions des années 1960.

Remercions donc ce grand parti pour les gains qu'il a procurés par le passé aux Québécois. Mais de grâce, donnons-nous la chance d'avancer sans avoir les yeux rivés dans les rétroviseurs!

Andrée Benoit
 Montréal, le 25 juin 2009

Inacceptable, en effet

Lundi dernier, je recevais par la poste un feuillet de propagande provenant du député Devinder Shory dans lequel on prend prétexte d'un sujet cher à tous — les enfants — pour se livrer à une attaque partisane insidieuse. On y lit en effet que «votre député bloquiste a voté contre la protection des enfants» et que «c'est inacceptable». L'auteur du feuillet mentionne un projet de loi C-268 contre lequel auraient voté les députés du Bloc, mais ne donne pas d'information sur le contenu du projet. De plus, j'ai visité le site Internet du député Shory et je n'y ai trouvé aucune information sur le projet.

Je suis d'accord: il est inacceptable... de recevoir une telle propagande démagogique, sans qu'elle soit accompagnée d'informations suffisantes pour se faire une opinion éclairée. Tout le monde est pour la protection des enfants... et la tarte aux pommes! Mais il ne faut pas que ça devienne un prétexte pour une répression tous azimuts, il faut trouver un équilibre entre la protection des citoyens — enfants inclus — et la justice pour les accusés — qui ne sont pas tous coupables a priori.

En terminant, une question: qui a payé pour la production et l'expédition de ce feuillet partisan? Le gouvernement canadien? Le Parti conservateur? Le député signataire? Et pourquoi cette information n'est-elle pas indiquée explicitement sur le document?

Roch Ouellet
 Longueuil, le 25 juin 2009

LIBRE OPINION

Le nouveau front commun

JEAN-MARC PIOTTE

Professeur au département de science politique à l'UQAM

Le 11 mai dernier, la CSN, la FTQ et le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) se sont regroupés dans un vaste front commun en vue de la prochaine négociation dans les secteurs public et parapublic. Le SISP est lui-même un regroupement de cinq organisations: la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) et le Syndicat des professionnelles et des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Dans quelle mesure ce nouveau front commun se distingue-t-il du premier front commun, celui de 1971-1972?

Celui-ci regroupait moins de monde, car le nombre d'employés de l'État était alors inférieur, mais représentait le même personnel. Ainsi, le SISP a la spécificité de rallier des membres qui ont quitté la CSN au fil des ans: les fonctionnaires, dès septembre 1972, par un vote faiblement majoritaire; les professionnels, en 1975, en refusant une hausse de la cotisation syndicale pour renflouer le Fonds de grève à sec à la suite de nombreux conflits; les infirmières et les professionnels qui jugeaient que la Fédération des services sociaux et de la santé (FSSS) ou son ancêtre ne tenait pas suffisamment compte de leurs intérêts particuliers dans une organisation dominée numériquement par les employés.

Les seuls exclus numériquement et politiquement importants du nouveau front commun sont les neuf syndicats de la Fédération autonome

de l'enseignement (FAE) qui ont quitté la CSQ en 2006, condamnant la stratégie de négociation et d'action de la centrale et de la fédération à laquelle ils étaient affiliés (FSE-CSQ), lors de la dernière série de négociations.

Comme dans les fronts communs précédents, toutes les organisations du nouveau front commun ont dû s'entendre sur un cadre stratégique (échancier raccourci des négociations contrairement à la politique patronale de les étirer; revendications ciblées, raisonnables et atteignables à la table commune et aux tables sectorielles) et sur les demandes concernant les matières communes (les salaires, le régime de retraite, la conciliation famille-travail et les disparités régionales). Ce qui n'est jamais une mince affaire. Ce nouveau FC devra aussi affronter la stratégie traditionnelle de l'employeur de semer la division dans ses rangs. Comment réagira-t-il à cet énorme défi? Les organisations indépendantes des trois grandes centrales, peu habituées à mettre de l'eau dans leur vin pour maintenir les alliances, sauront-elles demeurer solidaires?

Cependant, pour la première fois de leur histoire, les syndicats des secteurs public et parapublic se sont entendus sur un pacte de maraudage. Ils ont convenu de ne pas susciter de changement d'allégeance syndicale entre leurs membres respectifs durant la période légale prévue à cet effet, soit avant l'ouverture des négociations. Ce changement de position est majeur: les batailles intersyndicales, lors des campagnes d'organisation syndicale ou de maraudage, ne brillent pas par

leur esprit de finesse ou d'écoute de l'autre; les organisateurs se comportent trop souvent comme des vendeurs de marques de savon: les diatribes servent fréquemment d'arguments. Comment les militants des diverses organisations peuvent-ils se solidariser par rapport à l'État, après un gaspillage de semaines à s'injurier?

La conjoncture est aussi fort différente. Dans les années 1970, les syndicats des secteurs public et privé, combattants et confiants, étaient en pleine expansion, tandis que l'entreprise privée et l'État employeur étaient sur la défensive. En 1972, dans le secteur public, de dures luttes, une grève déclarée illégale, l'emprisonnement des trois chefs syndicaux, puis un débrayage illégal des syndiqués des deux secteurs se sont soldés par des gains majeurs: un salaire minimum à 100 \$ par semaine, la création du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), des augmentations de salaire substantielles, une indexation selon l'inflation...

Une négociation politique

À la fin des années 1970, la conjoncture commence à se détériorer dans le secteur privé: de longues grèves conduites par des syndicats très militants se terminent par des défaites amères. Le néolibéralisme, qui se répand à l'échelle planétaire à partir des années 1980, amène peu à peu le mouvement syndical — sauf exceptions, dont les syndicats du secteur de l'hôtellerie de la Fédération du commerce (CSN) et le SEPB-574 (FTQ) — à se replier sur la protection de l'établissement syndical.

IDÉES

Les bibliothèques après Lise Bissonnette

RÉJEAN SAVARD

Professeur de bibliothéconomie à l'Université de Montréal, président de l'Association internationale francophone des bibliothécaires et documentalistes (AIFBD) et vice-président de la Grande Bibliothèque de 1998 à 2002

Au moment où intervient un changement de direction à BANQ (Bibliothèque et Archives nationales du Québec), le premier depuis sa création, il importe de faire un bilan du projet de Grande Bibliothèque.

Proposée en 1997, la Grande Bibliothèque visait à pallier les lacunes de la Bibliothèque centrale de Montréal, rue Sherbrooke, qui ne parvenait pas à desservir convenablement la métropole avec seulement 5000 mètres carrés: une ville comme Montréal nécessitait en effet, selon les normes internationales, six fois plus d'espace: qu'il suffise de mentionner qu'avant l'ouverture de la Grande Bibliothèque en 2005, pour montrer aux étudiants en bibliothéconomie ce qu'était une grande bibliothèque moderne, il fallait les emmener à Québec, voire à Toronto.

Au départ, ce projet visait également à doter la Bibliothèque nationale du Québec d'espaces lui permettant de diffuser convenablement la collection nationale de documents qui lui sont remis par les éditeurs en vertu de la loi sur le dépôt légal, la Bibliothèque Saint-Sulpice, rue Saint-Denis, étant elle aussi considérée comme inadéquate.

Rien d'un luxe!

En somme, cette Grande Bibliothèque n'était nullement un luxe pour le Québec. De plus, ce projet participait à un mouvement international de construction de grandes bibliothèques, celle de Montréal n'étant pas la plus grandiose ni la plus coûteuse, loin de là! Enfin, la Grande Bibliothèque répondait à un besoin de plus en plus manifeste d'inscrire la vie citoyenne dans la société du savoir. La démocratisation de l'accès à l'information passe en effet de plus en plus par un réseau de lecture publique efficace, ce qu'ont compris depuis longtemps d'autres sociétés, par exemple les Scandinaves.

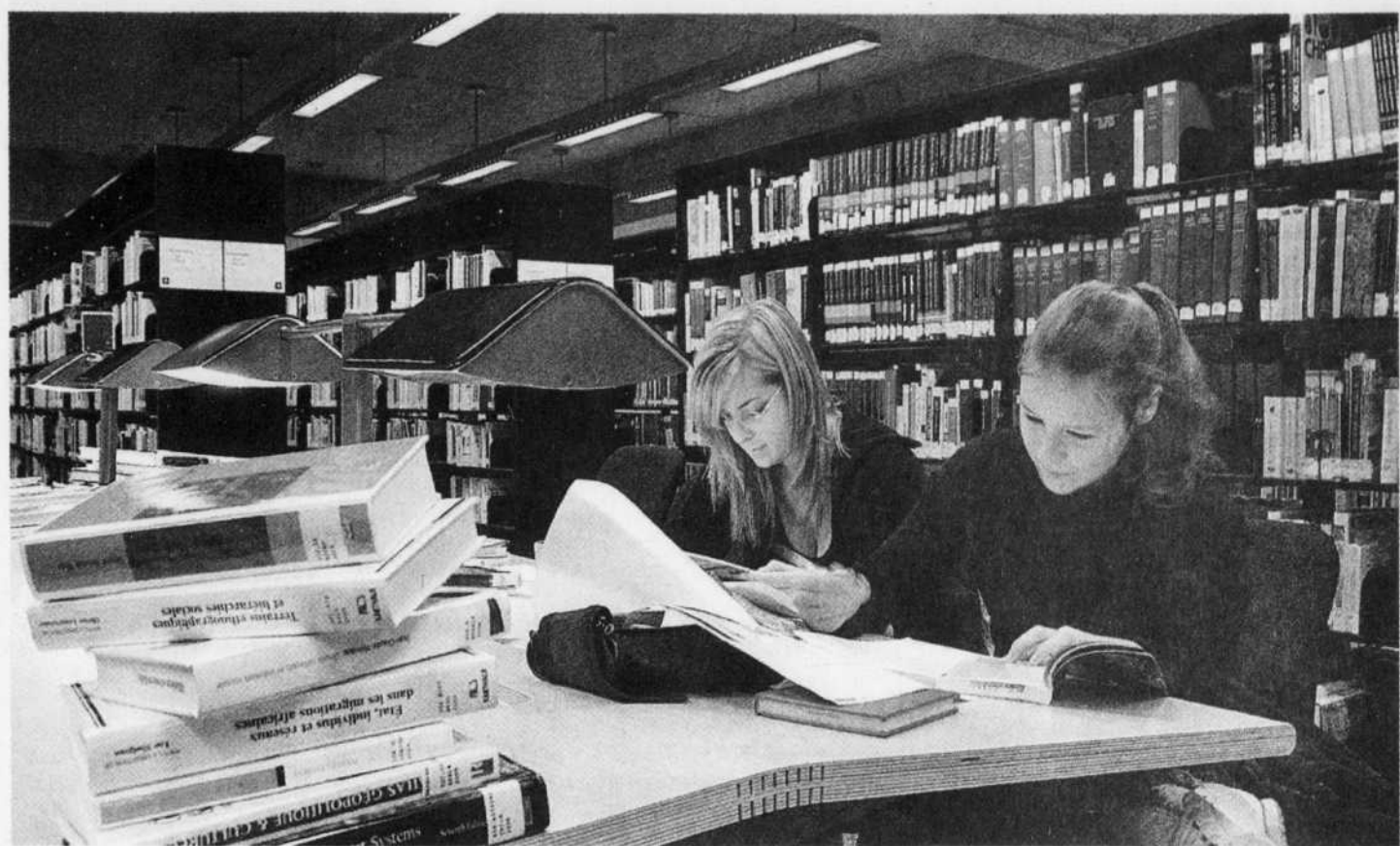
Lise Bissonnette fut nommée en 1998 pour diriger ce projet, et c'est avec brio qu'elle a assumé cette fonction jusqu'à aujourd'hui. [...] Gestionnaire brillante, éclairée et visionnaire, elle a su s'entourer des meilleures personnes pour mener à bien ce projet pourtant contesté au départ, et dont la réalisation comportait des difficultés énormes.

Le résultat est exceptionnel quand on le compare à d'autres projets de construction à Montréal, ou ailleurs au Québec, qui soit ont dépassé largement les coûts prévus ou encore qui traînent la patte depuis trop longtemps. De plus, la fréquentation de plus de 50 000 personnes chaque semaine témoigne du succès phénoménal de cette entreprise, dont certains prédisaient qu'elle n'allait être qu'un éléphant blanc. *A contrario*, l'immeuble de la rue Berri est devenu un véritable phare culturel pour Montréal et le Québec, un objectif important que visaient les auteurs du projet.

Porter le réseau

Un des objectifs de la Grande Bibliothèque était également de faire de cette nouvelle institution un vaisseau amiral qui pouvait entraîner avec lui vers le haut l'ensemble du réseau de bibliothèques publiques québécoises. Cet objectif a-t-il été atteint? Si on compare les statistiques de ce réseau en 1997 — avant l'ouverture de la Grande Bibliothèque — et celles de 2006 — après l'ouverture (des dernières publiées) —, on se rend compte que les ressources ont effectivement augmenté significativement.

L'ensemble des Québécois disposent donc de davantage de livres dans leurs bibliothèques. Le nombre de bibliothécaires, considéré par plusieurs comme un facteur déterminant dans l'efficacité des services, a augmenté de plus de 30 %, ce qui est remarquable. La contribution de Québec au fonctionnement des bibliothèques a plus que doublé. Il faut donc se réjouir *a priori* du fait que les ressources soient plus abondantes. De récentes re-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La fréquentation de plus de 50 000 personnes chaque semaine témoigne du succès phénoménal de la Grande Bibliothèque.

cherches démontrent en effet que, pour chaque dollar investi dans les bibliothèques publiques, le retour sur cet investissement est de quatre à cinq fois plus sous forme de dividendes économiques directs ou indirects (valeur des services rendus, contribution à l'économie grâce à des citoyens mieux informés, mieux éduqués, etc.).

Faire lire davantage

Mais on constate en outre, grâce aux indicateurs de performance utilisés en bibliothéconomie, que malgré une augmentation assez considérable de ressources, les bibliothèques du Québec prises dans leur ensemble ne semblent pas avoir réussi à faire lire beaucoup plus les Québécois. On constate même une diminution du pourcentage d'abonnés à la bibliothèque publique, même si le nombre de prêts a légèrement augmenté.

Ce constat est quelque peu déprimant, quoiqu'il faille admettre que ces deux indicateurs ne reflètent pas l'utilisation de tous les services des bibliothèques publiques, par exemple la consultation sur place des revues ou l'utilisation par les non-abonnés des ordinateurs en accès public, ou encore la consultation en ligne des collections virtuelles qu'offrent maintenant certaines bibliothèques publiques.

Ces indicateurs pourraient aussi vouloir dire que l'extension de l'impact de la Grande Bibliothèque à l'ensemble du réseau québécois reste encore à venir. On constate en effet que, pour la région montréalaise, le nombre de prêts en bibliothèque est passé de 11 millions à 15 millions de 1997 à 2006 (de 6,22 à 8,05 par habitant), ce qui est considérable (+ 30 % environ).

Le Québec en retard

Si l'impact sur le reste du Québec se fait attendre, c'est peut-être que les investissements n'y ont pas autant progressé qu'à Montréal. Une comparaison avec d'autres provinces canadiennes nous apprend en effet que beaucoup de travail reste encore à accomplir au Québec. La Colombie-Britannique et l'Ontario, par exemple, comptent respectivement 59,7 % et 42,37 % d'abonnés à une biblio-

thèque publique (moins de 30 % au Québec). Même le Nouveau-Brunswick, qui jadis occupait le dernier rang des provinces canadiennes à cet égard, compte maintenant 58,85 % de sa population desservie abonée. Et dans cette province pas de Grande Bibliothèque, que des petites, dont un réseau desservi en partie par des bibliobus.

Le retard à combler avec les provinces canadiennes est donc toujours important, même en incluant la Grande Bibliothèque. Ainsi, en 2006 l'Ontario investissait 46,22 \$ par habitant pour ses bibliothèques publiques (38,31 \$ au Québec). Et alors que le nombre de bibliothécaires au Québec n'est que de 0,58 par 10 000 habitants desservis, on en compte 1,10 au Nouveau-Brunswick, 1,14 en Ontario et 1,15 en Colombie-Britannique (les normes recommandent 1 bibliothécaire minimum par 10 000 habitants).

Beaucoup à faire

Il est vrai que la bibliothèque publique se «virtualise» de plus en plus. Mais encore là, le Québec est en retard. Dans plusieurs bibliothèques publiques nord-américaines, même les plus petites, il est possible d'avoir accès de chez soi, par Internet, au prêt virtuel de documents sonores ou visuels, à des sessions de référence en ligne (poser une question à un bibliothécaire en temps réel, parfois avec image visuelle de celui-ci), de s'abonner à la bibliothèque par Internet et de recevoir sa carte par la poste, d'assister à des animations ou à des conférences organisées par la bibliothèque en différé sur vidéo, d'interroger des banques de données gratuitement, de consulter des encyclopédies en ligne, etc. La plupart de ces services sont encore inaccessibles aux citoyens du Québec.

En conclusion, il nous faut remercier chaleureusement Lise Bissonnette pour le magnifique travail accompli à la barre de BANQ. Mais si l'avènement de la Grande Bibliothèque fut un événement extrêmement positif et qui a apporté énormément, il reste encore beaucoup à faire pour doter tous les Québécois de services de bibliothèques publiques comparables à ceux de leurs voisins nord-américains. Espérons que le successeur de madame Bissonnette et les décideurs politiques en sont bien conscients.

Quel avenir pour le peuple québécois?

CLAUDE BARITEAU

Anthropologue

Au sein d'un État souverain, toute culture minoritaire, fût-elle majoritaire sur un territoire, demeure une culture. Seuls des individus ayant la qualité d'électeurs font des choix politiques. Pour eux, au Québec, il y en a deux: s'intégrer au Canada ou extraire ce pays du Québec. En démocratie, cela se passe ainsi. Les choix sont politiques. Aucunement culturels. Les choix culturels sont le propre des institutions politiques au sein desquelles ils sont objets de débats, de lois et de règles pour les appliquer.

Avec l'intégration, il se passe que les promoteurs de la culture ont tendance à se transformer en protecteurs des cultures comme font nombre d'anthropologues culturels. À ce titre, ils vilipendent les déviations de l'État souverain et décrivent la faiblesse des moyens au soutien de leur culture d'allégeance. Objectivement, ils se lamentent et quémangent. Avec l'extraction, un nouvel État émerge. S'il y a présence de cultures diverses, minoritaires ou majoritaires, leurs membres agiront de la même façon avec le nouveau pouvoir.

Dans ces deux cas, les concepts «culture minoritaire» et «culture majoritaire» sont subordonnés à celui d'État souverain et indépendant. Comme l'est le référent «membre» d'une culture à celui de «citoyen» de l'État existant. Cet État existant ou nouveau, pour être membre reconnu et le demeurer, devra traiter les membres des cultures présentes sur leur territoire dans le respect des droits selon les règles internationales en cours. Et, bien sûr, selon les orientations définies au sein de leurs institutions politiques.

L'intégration

L'intégration est le lot des membres des cultures minorisées. Il y en a plus de trois mille dans l'un ou l'autre des 192 États souverains. Selon leurs ressources, leurs valeurs sociales et culturelles et leurs atouts politiques, ils peuvent, en s'associant ou autrement, faire infléchir certaines politiques de l'État souverain en fonction des intérêts qu'ils font valoir. Pour eux cependant, l'extraction est très rarement envisagée et, lorsqu'elle l'est, sert de levier pour faire valoir leurs attentes.

L'extraction est par contre un atout de plus dont disposent les membres des cultures minoritaires-majoritaires. En s'associant po-

litiquement avec d'autres, ces derniers peuvent viser deux objectifs: un statut autre à négocier (renforcement socioculturel, quasi-pays voire pays) ou la création d'un pays, la négociation portant uniquement sur la sécession. Parce que ces objectifs sont politiques, les choses ne sont pas simples. En témoigne ce qui a cours au Québec.

Viser à négocier un statut autre incite à lier tout projet de souveraineté à des éléments culturels (identitaires) ou sociaux (rapports entre citoyens). À cette fin, les promoteurs doivent maintenir l'horizon ouvert, car une mésentente est susceptible de propulser la souveraineté, une entente, le renforcement des assises culturelles ou des rapports sociaux. L'approche péquiste, par dossier, et celle de Québec solidaire, par projet, privilégient une démarche de ce type. Viser uniquement à créer un pays évite ces détours. Le discours porte sur le pourquoi de l'extraction, la notion de peuple et la façon dont se déroulera la vie politique. Comme les motifs des citoyens varient, l'important est qu'ils convergent, ce qui fait de l'implication des citoyens, donc du «peuple», une priorité.

Démarches d'extraction

Avec l'extraction, définir le peuple sur une base identitaire embrouille tout. S'impose plutôt une approche axée sur l'égalité des citoyens comme acteurs politiques. S'impose aussi de baliser les contours du pays et d'annoncer solennellement qu'il aura une culture institutionnelle respectueuse des droits des membres des minorités. Puis, en complément, des précisions sur le maintien des pratiques en cours en insistant sur le fait que tout changement sera le fruit de débats et de choix au sein du nouvel État.

Dans l'histoire du Québec, les démarches d'extraction furent toutes postérieures à des alliances citoyennes ou autres. En 1763, ce fut entre Amérindiens des Grands Lacs et ressortissants français pour chasser les Britanniques de la Nouvelle-France sous l'égide de Pontiac. En 1775-1776, même objectif à la suite d'une alliance entre ressortissants français et Patriotes américains. En 1837-1838, ce fut un projet concocté entre Canadiens, Acadiens, Irlandais catholiques et quelques autres.

En 1995, l'approche diffère. Si l'extraction est recherchée et l'alliance surtout entre groupes sociaux, la démarche quitte le terrain des lamentations pour celui de l'affirmation. Toutefois, le pays n'est pas un objectif en soi, car le gouvernement du Québec est

mandaté de trancher après négociation. Personne ne peut dire ce qui se serait produit, les députés n'étant pas mandatés par le peuple pour créer un nouvel État.

Lamentations

Sous la gouverne britannique, les démarches d'intégration par lamentations débutent vers 1763. L'aboutissement est l'Acte de Québec en 1774, puis l'Acte constitutionnel de 1791 à la suite de négociations avec des loyalistes. Après l'Acte d'Union forcée de 1840, elles se réactivent. En 1848, un gouvernement partiellement responsable apparaît et, en 1867, le Dominion of Canada est institué. En 1931, ce Dominion quitte le statut de colonie et, lors de la Seconde Guerre mondiale, accroît ses pouvoirs. S'ensuivent des lamentations. Elles aboutissent aux arrangements précédant la Révolution tranquille. En 1982, le Canada rapatrie sa constitution et l'amende. Après le référendum de 1995, son gouvernement remet les pendules à l'heure et se fait arbitre de tout référendum. Depuis, les lamentations ont refait surface.

Le bilan est simple. Les démarches par lamentations se reproduisent au gré de l'histoire, et il revient à l'État souverain de revoir son action politique et sa gouvernance. Le virage identitaire et l'approche péquiste par dossiers, fût-elle affirmative, s'y engluent. Idem pour QS avec ses projets sectoriels. Ce sont des approches typiques à la suite d'un choc majeur (conquête, défaite des patriotes et imposition de l'Union, remise des pendules à l'heure). Leur incidence est uniquement d'entretenir un pays imaginaire.

Quant aux démarches d'extraction, jusqu'à maintenant, leurs faiblesses découlent de la teneur des liens tissés par associations et d'un projet de pays trop vaguement défini. Elles peuvent être corrigées en activant un projet de pays. L'enclenchement d'une lutte en vue d'une élection décisionnelle (50 % + 1 des votes et des députés) à cette qualité de mobiliser le peuple québécois sur l'essentiel.

Sur la base des antécédents signalés, reprendre les lamentations alors que le mouvement indépendantiste reçoit un soutien plus large qu'en 1994 présage un triste avenir pour le peuple québécois, car à l'avantage des spécialistes de la lamentation, comme en 1880. Les constructeurs de pays décrocheront, et le mouvement battra de l'aile.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Pagnon (papiers), information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque (reporter), information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (papiers cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (papiers), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (papiers), information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Levesque (reporter), Jean-Pierre Legault (papiers international, page Éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartooniste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correspondantes); Benoît Manger (responsable du site Internet); Anélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Émond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéclat (Québec), Monique Bherer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Christian (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Doungmalia, Anélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint); CAROLINE Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisbois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

DAWSON

SUIITE DE LA PAGE 1

qu'avec des intervenants. Ils dressent un bilan relativement positif de l'intervention. «Les gens ont senti qu'il y avait un leadership de la part du CUSM (Centre universitaire de santé de McGill) et de la direction de Dawson et un partenariat efficace avec l'Agence de santé. Ils ont surtout apprécié le retour rapide au collège et la décision d'y offrir les services sur place», explique la chercheuse Denise Roy, également du Centre de recherche Fernand-Séguin, associé à l'hôpital Louis-H.-Lafontaine.

C'est une véritable armée d'intervenants qui a en effet été déployée à Dawson. Quelque 130 personnes — psychologues, infirmières en santé mentale, travailleurs sociaux, psychiatres et autres —, provenant d'un peu partout à Montréal, avaient été dépêchées au collège du centre-ville le lundi suivant le drame. Cette aide est demeurée disponible pendant plusieurs mois, évidemment avec des effectifs décroissants au fil du temps.

Aussi efficace qu'ait été l'intervention, certaines personnes ont été quelque peu laissées de côté. C'est notamment le cas du personnel de la

«La plupart des gens qui arrivent à l'urgence n'ont pas besoin d'attention physique, mais d'information sur leurs proches et parfois de soutien psychologique»

cafétéria, aux premières loges de la fusillade. Comme ces derniers travaillaient pour un sous-traitant, ils n'ont pas été ciblés par les services psychologiques déployés au collège. «Plusieurs d'entre eux sont très blessés. Nous avons rencontré des gens qui, deux ans après, ne sont plus capables de travailler», rapporte Denise Roy.

Curieusement, elle note aussi que certains étudiants blessés par balle ont souffert d'un manque de suivi psychologique à leur sortie de l'hôpital. Les employés de soutien cols bleus, qui ont eu la lourde tâche de nettoyer les lieux avant le retour des autres membres du personnel et des étudiants, ont aussi été très affectés. D'autres employés de soutien ont par ailleurs fait valoir qu'ils ne s'étaient pas sentis assez soutenus, alors que l'aide était concentrée sur les étudiants et les enseignants.

Les chercheurs ont rencontré plusieurs personnes encore aux prises avec des séquelles du 13 septembre 2006. «L'aide de départ est importante. Mais on doit poursuivre au-delà de quelques mois les efforts pour dépister les gens qui ont des difficultés et tenter de les convaincre d'accéder à des ressources pour qu'ils ne restent pas aux prises avec des problèmes, qui pourraient devenir chroniques», estime Stéphane Guay. La psychiatre Nadia Szkrumelak, qui a coordonné les services de soutien psychosocial, ajoute qu'il faut davantage aller chercher les gens et moins attendre qu'ils demandent de l'aide d'eux-mêmes.

Tirer des leçons

La recherche, qui sera présentée cette semaine lors d'un symposium à New York, servira aussi à établir des plans d'intervention pour les autorités de la santé québécoises à l'avenir. Déjà, le CUSM prépare un volet psychosocial à son plan d'intervention de «Code orange», soit son plan d'alerte lors d'événements majeurs.

La psychiatre Nadia Szkrumelak était à l'hôpital général de Montréal lorsque l'on y a amené les blessés. Des centaines de personnes s'y sont ensuite présentées, à la recherche de leurs proches. «On a tendance à oublier que la plupart des gens qui arrivent à l'urgence n'ont pas besoin d'attention physique, mais d'information sur leurs proches et parfois de soutien psychologique», explique Mme Szkrumelak.

Le Devoir

PUTSCH

SUIITE DE LA PAGE 1

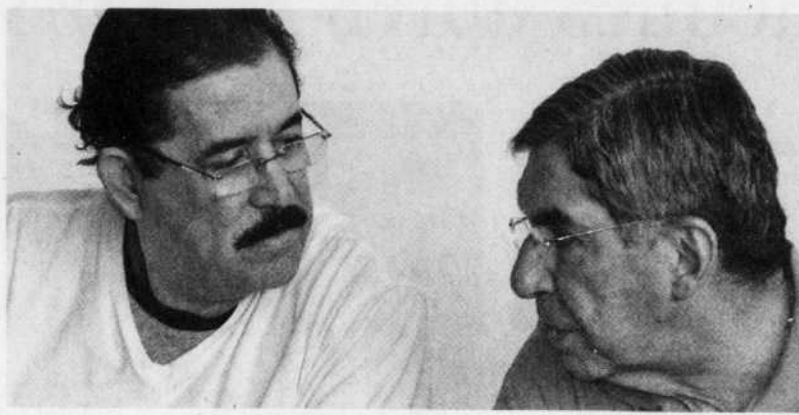
M. Zelaya sur une modification de la Constitution destinée à lui permettre de briguer un second mandat de quatre ans.

Le président de l'OEA, José Miguel Insulza, a appelé la communauté internationale à s'unir contre cette grave «altération du processus démocratique», au commencement d'une réunion où les pays membres devaient décider de la position à adopter devant le nouveau gouvernement. Ses propos ont trouvé écho chez le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui a demandé que le président Zelaya soit immédiatement rétabli dans ses fonctions. Le Groupe de Rio, qui comprend 23 pays latino-américains, a exprimé «sa condamnation la plus énergique» du coup d'État perpétré hier au Honduras.

Pour sa part, le président du Venezuela, Hugo Chávez, allié de Manuel Zelaya, a réagi avec colère à ce putsch et a menacé de faire tomber la nouvelle junte. Il a dit avoir placé l'armée vénézuélienne en état d'alerte et a assuré qu'il pourrait intervenir militairement si l'on s'en prenait à l'ambassadeur du Venezuela au Honduras. S'exprimant à la télévision nationale, M. Chávez a fait savoir qu'il ferait tout ce qu'il faut pour «faire échouer» le putsch. Des soldats honduriens ont enlevé l'ambassadeur de Cuba et ont roué de coups l'ambassadeur du Venezuela, l'abandonnant sur le bas-côté, a-t-il affirmé.

Une crise annoncée

La crise couvait ainsi depuis plusieurs jours au Honduras, où Manuel Zelaya avait destitué le chef d'état-major, le général Romeo Vasquez, parce qu'il refusait de l'aider à organiser son référendum sur la réforme de la



Le président du Honduras, Manuel Zelaya, et le président du Costa Rica, Oscar Arias, en conférence de presse, hier. Chassé par l'armée, le président Zelaya s'est réfugié au Costa Rica.

Constitution. Jugeant la procédure référendaire «illégal», la Cour suprême du Honduras s'était alors rangée du côté du chef de l'armée et avait demandé au président de le rétablir dans ses fonctions. C'est d'ailleurs à la demande de la Cour que le président Zelaya a été évincé du pouvoir. «[L'armée] est intervenue pour défendre la loi», a indiqué la Cour suprême par voie de communiqué, peu de temps après le putsch.

Soutenu par des organisations populaires et indigènes, Manuel Zelaya avait opéré un net virage à gauche après son élection et s'est rapproché des dirigeants de gauche de la région comme le président du Nicaragua, Daniel Ortega, ou du Venezuela, Hugo Chávez.

Les États-Unis ont nié avoir joué le moindre rôle dans les événements du Honduras. «Il n'y a eu aucune implication américaine dans les actes qui ont visé le président Zelaya», a assuré un responsable de la Maison-Blanche à Reuters. «Nous reconnaissons Zelaya comme le président du Honduras élu selon les règles constitutionnelles. Nous n'en voyons aucun autre», a ajouté un res-

ponsable qui a demandé l'anonymat.

Le président américain, Barack Obama, a fait part de sa vive préoccupation à la suite de l'arrestation et de l'expulsion du président hondurien. «Toutes les tensions et tous les contentieux existants doivent être résolus pacifiquement par le dialogue, sans aucune ingérence extérieure», a-t-il déclaré par voie de communiqué. Les États-Unis disposent de 600 militaires stationnés à la base aérienne de Soto Cano, au Honduras.

Coup d'État à l'aube

Interrogé par la chaîne de télévision vénézuélienne Telesur, Manuel Zelaya a expliqué avoir été réveillé à l'aube par des coups de feu contre sa résidence et avoir été enlevé par des militaires qui, au bout d'une demi-heure de fusillade, ont réussi à venir à bout de la résistance de ses gardes du corps. «Si organiser un référendum déclenche un coup d'État, l'enlèvement du président et son expulsion du pays, dans quel type de démocratie vivons-nous?», s'est demandé le président hondurien âgé de 56 ans.

Quatre commandos d'environ 200 soldats se sont rendus au domicile

de M. Zelaya à l'aube hier, selon un voisin interrogé par la chaîne de télévision Radio Cadena Voces. Les militaires ont tiré «quatre coups de feu», puis sont repartis à bord de trois véhicules en direction d'une base aérienne. La maison du chef d'État a par la suite été entourée par des dizaines de militaires fortement armés, a confirmé un photographe de l'AFP. Quelque 2000 partisans de Manuel Zelaya, dont certains brandissaient des pelles et des barres de fer, ont brûlé des pneus devant le palais présidentiel.

Vendredi dernier, le Congrès national avait déjà évoqué la possibilité de sa destitution, avant de faire marche arrière en raison de l'absence de soutien des militaires. Mais à la suite des récents événements et des déclarations de la Cour suprême, M. Zelaya n'a pu se soustraire à cette expulsion manu militari. Les députés honduriens ont ensuite officiellement démis M. Zelaya de ses fonctions en le remplaçant par le président du Congrès, Roberto Micheletti. Les deux hommes appartiennent à la même formation politique, le Parti libéral au pouvoir.

Quelques heures après la destitution du président Zelaya, des manifestants, munis de masques et de bâtons, ont pris les rues de Tegucigalpa, la capitale, entourés de soldats et de chars. Les retransmissions des chaînes de télévision et de radio ont été interrompues, l'aéroport international a été fermé, l'électricité et les communications ont également été coupées.

Se disant toujours président, M. Zelaya, élu en 2006, a demandé l'asile politique au Costa Rica. Il a appelé les Honduriens à la résistance pacifique face aux putschistes en déclarant que ceux-ci «ne pourront pas conserver le pouvoir».

Le Devoir
Avec Reuters
et l'Agence France-Presse

ZIDANE

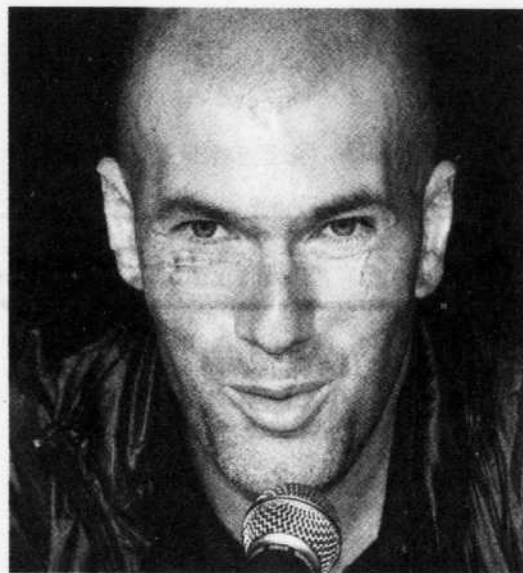
SUIITE DE LA PAGE 1

La bande à Zizou, qui comprenait notamment d'anciens joueurs de l'Impact mais pas les quelques grands joueurs internationaux dont les noms avaient été évoqués (Samuel Eto'o, Fabien Barthez), a remporté une victoire de 10-0, et le principal intéressé, qui détenait déjà plusieurs mentions d'aide, s'est même permis deux buts tard dans le match.

La foule, dans laquelle on pouvait apercevoir plusieurs drapeaux de l'Algérie et bien des maillots arborant le numéro 10 de l'équipe de France, s'est régalée de chacun des gestes de Zidane. Elle s'enflammait chaque fois qu'il touchait au ballon, c'est-à-dire souvent, et accueillait par des acclamations chaque prouesse de son jeu de jambes. De même, quand un rival le marquait d'un peu trop près, les huées fusaient.

Après avoir disputé une rencontre jeudi dernier à Toronto, Zidane se produira avec d'autres amis le 4 juillet à Vancouver.

L'idée d'une tournée au Canada mettant Zidane en vedette est venue d'Ahcene Adlani, un homme d'origine algérienne qui dirige une école de soccer en Colombie-Britannique. Il a fait des démarches, et l'étoile du foot disant avoir apprécié ses séjours précédents au Canada, celui-ci a accepté l'invitation. Comme Zidane est ambassadeur du Programme des Nations unies pour le développement, et comme, depuis sa retraite, il consacre beaucoup de temps à encourager la pratique du sport chez les jeunes, il était tout na-



Zinedine Zidane s'est adressé aux jeunes de Montréal-Nord à l'aréna Henri-Bourassa.

turel que les profits de la tournée aillent au Fonds de l'ONU pour l'enfance, l'UNICEF.

Les trois matchs devraient dégager des profits totaux avoisinant les 115 000 \$, a indiqué hier la directrice générale d'UNICEF Québec, Marcèle Lamarche. Toutes les sommes produites par la rencontre de Montréal seront consacrées à l'aménagement d'un centre scolaire — école, garderie, centre sportif, puits — dans la ville de Zorgho, au Burkina Faso. Un projet de 215 000 \$ qui devrait être terminé dans un an ou deux, a dit Mme Lamarche.

Et si Zidane a ébloui ses admirateurs dans les gradins, ceux qui le côtoyaient sur le terrain ont aussi écarquillé les yeux. Au terme du match, tous les joueurs racontaient qu'ils ne se rendaient pas encore pleinement compte de ce qui venait de se passer.

L'animateur de la station de radio Team 990 Tony Marinaro jouait à l'avant avec Zidane derrière lui en milieu de terrain. «C'est une sensation incroyable de le voir en personne, a-t-il dit. Je suis italien, il est français, mon club est l'Inter Milan et lui jouait pour la Juventus de Turin, et il est mon idole de jeunesse. C'est tout dire! Le plan de match était simple: lui donner le ballon, et même s'il était couvert par deux joueurs, il allait s'arranger avec. Tout est tellement facile pour lui.»

Lucien Maxeau Lamartinière, lui, était de l'autre côté de l'action, dans l'uniforme du SPVM. «C'est magique. On n'espère même pas vivre ça un jour. On le voit à la télé, et là, il est là avec nous. Et je peux vous dire qu'il est encore en excellente forme», a-t-il dit.

Samedi après-midi, Zidane avait reçu un accueil délirant à l'aréna Henri-Bourassa Montréal-Nord, où il était venu rencontrer des jeunes de ce secteur agité de l'île. Il leur a transmis un message d'espoir, évoquant son propre parcours depuis le quartier défavorisé de Marseille où il a grandi jusqu'au sommet de la planète soccer. Il a parlé de la nécessité de croire à ses rêves et de ne jamais les abandonner, comme lui n'a jamais cessé de s'accrocher.

Zinedine Zidane n'a fait que passer, mais la trace qu'il aura laissée à Montréal ne devrait pas s'effacer de sitôt.

Le Devoir

ZOOFFEST «L'image, le contenu, l'approche vont se définir au fur et à mesure»

SUIITE DE LA PAGE 1

son buffet de jazz, l'endroit revendiqué d'ailleurs depuis 2003 le titre de ville où se joue en août «le plus grand festival du monde». Rien de moins. Et forcément, tout ça laisse rêveur.

«C'est énorme», confirme Lucy Eveleigh avec un charmant accent du Somerset anglais. Le Devoir l'a rencontrée à quelques jours du coup d'envoi du ZooFest, au bord du très bruyant et «tellement montréalais» boulevard Saint-Laurent. «Edimbourg offre pendant un mois une orgie de spectacles et d'activités culturelles. Cela crée une masse critique importante pour les artistes, le tourisme, l'industrie du divertissement, l'économie locale, et je crois qu'il y a tout pour reproduire ce modèle à Montréal.»

Celle qui a présidé au destin du célèbre Pleasance Theatre de Londres y croit dur comme fer... tout comme, d'ailleurs, le gourou de l'humour au Québec, Gilbert Rozon, qui, sans tambour ni trompette, a décidé de lui mettre le projet entre les mains. «Il m'a rencontrée à Edimbourg il y a quelques années, raconte-t-elle. J'ai travaillé un an pour lui et le festival juste pour rire, histoire d'apprivoiser la ville, les lieux, et depuis un an, je me consacre au ZooFest.»

Un moteur de création

Planifié et orchestré par Rozon comme un autre moteur de la création à Montréal, ce nouveau festival est également parrainé par l'homme aux grosses américaines décapotables qui produit une poignée de spectacles de ce ZooFest. Son budget de l'an un, d'un million de dollars, est également intimement lié aux trois millions que Juste pour rire a obtenus cette année du Programme des manifestations touristiques de renom d'Industrie Canada.

«Mais nous sommes voués à voler de nos propres ailes dans les prochaines années», loin de la multinationale de la blague en tout genre, assure Mme Eveleigh, qui, avant même le début de la première édition de son zoo festif, rêve déjà à la suite des choses: «Un mois de festivités dans un espace consacré autant aux artistes émergents qu'à ceux plus établis» et où comédie, art du cirque, créations littéraires, vocales et numériques, sur pellicule ou enchâssées dans des fichiers sonores, vont avoir droit de cité. Dans les deux langues officielles, et à bas prix.

«J'aime l'idée de construire quelque chose d'unique à Montréal», dit l'ancienne actrice — elle a joué dans *The Mousetrap* (La Souricière) d'Agatha Christie sur les planches du Toronto

Truck Theatre en 2003. «C'est une ville fantastique, inspirée par l'art et inspirante, où tout est possible. Son caractère bilingue la rend aussi très intéressante. Cela forme une ébullition créatrice dont ZooFest va certainement pouvoir tirer profit.»

Sa première programmation cherche d'ailleurs un peu à en témoigner en dispersant dans plusieurs petits et grands théâtres de la métropole — le Théâtre de l'Esquisse, rue Marie-Anne, et le Mainline Theatre, sur Saint-Laurent, sont du nombre — une pièce d'Alain Mercieca sur l'écriture et l'amour; du grand burlesque, des rencontres sur le thème des messages-textes inappropriés, un conte musical pour la famille, tout comme des spectacles d'humour baptisés *Les Show XXX*, qui frappent, souvent sans grande classe, en dessous de la ceinture.

«C'est un peu comme une pizza», résume Lucy Eveleigh. Chacun va pouvoir choisir sa garniture et composer son propre festival. Tout est également mis en place pour permettre aux gens de voir quatre spectacles par jour s'ils le veulent. Ça se passe comme ça, à Edimbourg», où convergent année après année les amateurs d'art autant que des acheteurs de spectacles de partout sur la planète, attirés par la multiplication et la

diversité de l'offre. «C'est ce que nous voulons faire à Montréal.»

Le talent en action

Même si elle reconnaît que l'identité de son ZooFest, qui a changé trois fois de nom dans les jours précédant sa mise au monde — *Chaos* a été envisagé —, reste encore nébuleuse, surtout par rapport aux autres festivals de l'été, la grande patronne de l'événement pense toutefois être sur la bonne voie. Et elle ne se formalise pas du fait que plusieurs journalistes culturels de Montréal ont négligé le lancement de ce festival, croyant, vu le nom de l'événement, tout comme son logo — une panthère noire montée sur des ailes en or —, qu'il s'agissait d'un truc rock métal ou, pire, d'un autre salon commercial consacré aux animaux.

«L'image, le contenu, l'approche vont se définir au fur et à mesure», estime Lucy Eveleigh. À la fin de cette première édition, nous allons avoir une meilleure idée de ce à quoi va ressembler ce festival. La seule façon d'améliorer la chose, c'est de mettre le talent de cette ville en action, ce que nous allons faire dans quelques jours.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Beaudry, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390